

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205761]

19 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les redevances et rétributions dues pour l'exécution des mesures prises en relation avec le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.134, alinéa 1^{er}, 6^o, et D.193, § 2;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1991 fixant les rétributions dues pour le contrôle des semences et des plants agricoles et horticoles, ainsi que des rétributions dues du chef de l'exercice de certaines professions dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1997 portant fixation du tarif des analyses effectuées par les laboratoires d'analyse de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 1997 déterminant les rétributions à payer dans le cadre de l'agrément comme trieur à façon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 fixant les redevances en matière d'inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 janvier 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2017;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux donné le 28 janvier 2017 en application de l'article 5, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 relatif au Conseil du Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 20 avril 2017;

Vu le rapport du 6 juillet 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.850/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 septembre 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le catalogue : le catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou le catalogue des variétés des espèces de légumes, établi par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière;

2^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

3^o l'examen D.H.S. : l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité d'une variété;

4^o l'examen V.C.U. : l'examen de la valeur culturale et d'utilisation d'une variété;

5^o le secteur semences agricoles et de légumes : le secteur concerné par les champs d'application des arrêtés du Gouvernement wallon visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o et 11^o;

6^o le secteur forestier : le secteur concerné par le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o;

7^o le secteur fruitier : le secteur concerné par le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 10^o;

8^o le secteur plants de légumes : le secteur concerné par le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 9^o;

9^o le secteur plantes ornementales : le secteur concerné par le champ d'application de l'arrêté royal visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o;

10^o le secteur plants de pomme de terre : le secteur concerné par le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 12^o;

11^o le secteur vigne : le secteur concerné par le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o;

12^o le Service : la Direction de la Qualité du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

13^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière;

14^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits;

15^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensemencées.

Art. 2. Le présent arrêté fixe les redevances et rétributions dues au Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, institué à l'article D. 189 du Code, pour l'exécution par le Service des mesures prises sur base de :

1° l'arrêté royal du 21 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 relatif à la production et à la commercialisation des matériels forestiers de reproduction;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betterave;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères;

8° l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006;

9° l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 relatif à la production et à la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences;

10° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009;

11° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

12° l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 relatif à la production et à la commercialisation des plants de pommes de terre;

13° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014.

Le présent arrêté s'applique aux rétributions dues pour les prestations effectuées par le Service à la demande de tiers, sans être liées à des obligations établies par les arrêtés visés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — Rétributions et redevances dues pour l'inscription et le maintien des variétés au catalogue

Art. 3. § 1^{er}. Le demandeur de l'inscription d'une variété au catalogue s'acquitte :

1° d'une rétribution pour les formalités liées au dépôt de la demande d'inscription;

2° d'une rétribution pour la participation à l'examen D.H.S.;

3° d'une rétribution pour la participation à l'examen V.C.U.;

4° d'une redevance annuelle pour les formalités liées au maintien de l'inscription au catalogue.

§ 2. Pour déterminer le montant des rétributions et redevances, les espèces végétales sont réparties en quatre classes:

1° classe A: maïs et betterave sucrière;

2° classe B: orge, froment, pommes de terre, lin, colza à huile et graminées non pérennes;

3° classe C: graminées pérennes et autres espèces agricoles pérennes;

4° classe D: espèces agricoles non mentionnées dans les classes A, B et C, et espèces de légumes.

Les rétributions et redevances sont fixées conformément à l'annexe 1^{re}.

Art. 4. La rétribution due pour le dépôt de la demande d'inscription est payée sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué. Le montant dû est le montant en vigueur à la date limite d'introduction de la demande de l'espèce pour l'année en cours, fixée par le directeur du Service ou son délégué en application de l'article 13, § 1^{er}, 1° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014. En cas de retrait de la demande, les rétributions payées pour le dépôt de la demande ne sont pas remboursées.

Art. 5. § 1^{er}. Les rétributions dues pour la participation à l'examen D.H.S. sont payées par période d'examen, sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué. Le montant de la rétribution due est le montant en vigueur à la date limite de réception du matériel de reproduction ou de multiplication végétative en vue de l'examen D.H.S. de l'espèce considérée, fixée par le directeur du Service ou son délégué, en application de l'article 14, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014. En cas de retrait de la demande, les rétributions payées sont remboursées uniquement si la date de début de la période d'examen pour l'espèce considérée n'est pas dépassée à la date du retrait de la demande.

§ 2. Lorsque pour l'examen D.H.S. il est fait appel à un office ou à un expert étranger, le montant dû est celui facturé par cet office ou cet expert y compris, le cas échéant, les frais supplémentaires liés aux conditions imposées aux variétés génétiquement modifiées. Le test de conformité variétale réalisé, le cas échéant, est considéré comme faisant partie de cet examen D.H.S.

Dans les cas décrits à l'alinéa 1^{er}, les rétributions payées suivant les dispositions du paragraphe 1^{er} sont considérées comme des avances et le décompte est fait après réception de la facture de l'office ou de l'expert étranger.

Art. 6. Les rétributions dues pour la participation à l'examen V.C.U. sont payées pour chaque période d'examen, sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué. Le montant de la rétribution due est le montant en vigueur à la date limite de réception du matériel de reproduction ou de multiplication végétative en vue de l'examen V.C.U. de l'espèce considérée, fixée par le directeur du Service ou son délégué, en application de l'article 14, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014. En cas de retrait de la demande, les rétributions payées sont remboursées uniquement si la date de début de la période d'examen pour l'espèce considérée n'est pas dépassée à la date du retrait de la demande.

Dans le cas où différents types d'examens V.C.U. sont proposés pour une même variété, la rétribution est due par type d'essai demandé. Dans le cas où un examen V.C.U. complémentaire à l'examen de base est souhaité, cet examen V.C.U. complémentaire étant prévu ou non dans le protocole d'essai de l'espèce considérée, le montant de la rétribution pour examen V.C.U. est majoré de vingt pour cent.

Dans le cas où une analyse complémentaire aux analyses de base prévues dans le protocole d'essai de l'espèce considérée est demandée, le coût tel que facturé par le laboratoire qui l'a effectuée est dû.

Art. 7. Lorsque la variété est génétiquement modifiée, sont aussi d'application, en supplément des rétributions mentionnées aux articles 5 et 6, les conditions et cotisations fixées au titre V, chapitre 2, du Code et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques.

Art. 8. A partir du 1^{er} janvier suivant l'année d'admission d'une variété au catalogue, une redevance annuelle pour le maintien de l'inscription est due par période de douze mois. Le montant de la redevance due est le montant en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée. Cette rétribution annuelle est payée sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué.

Si la redevance annuelle n'est pas payée dans les quarante-cinq jours de la réception de la note de débit, l'admission de la variété au catalogue des variétés est annulée en date du 1^{er} janvier de l'année considérée et la variété n'est pas reprise à la prochaine publication du catalogue des variétés. L'article 16, § 2, n'est pas d'application.

CHAPITRE III. — Rétributions dues pour l'inscription des variétés du secteur fruitier au registre des variétés des matériels fruitiers de multiplication

Art. 9. § 1^{er}. Le demandeur paye une rétribution de 237 euros pour le dépôt et l'examen de la demande d'enregistrement au registre des variétés d'une variété fruitière assortie d'une description officielle, conformément à l'article 8, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009. La rétribution due pour le dépôt de la demande d'enregistrement, est payée sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué. Le montant dû est le montant en vigueur à la date de réception de la demande. En cas de retrait de la demande, la rétribution payée pour le dépôt de la demande n'est pas remboursée.

Si la variété à enregistrer est inscrite à l'Office communautaire des variétés végétales, le montant de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er} est réduit à 50 euros.

§ 2. La rétribution due pour les examens en culture requis pour l'enregistrement de la variété est le montant facturé par l'institution réalisant les examens. La rétribution due pour les examens en culture est payée sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué. Aucun frais complémentaire n'est requis pour le maintien ou le renouvellement de l'enregistrement de la variété dans le registre des variétés.

Art. 10. Le demandeur paye une rétribution de 50 euros pour le dépôt et l'examen de la demande d'enregistrement au registre des variétés d'une variété fruitière assortie d'une description officiellement reconnue, conformément à l'article 8, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009. La rétribution due pour le dépôt de la demande d'enregistrement, est payée sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué. Le montant dû est le montant en vigueur à la date de réception de la demande. En cas de retrait de la demande, la rétribution payée pour le dépôt de la demande n'est pas remboursée. Aucune rétribution n'est due pour l'enregistrement d'une variété fruitière assortie d'une description officiellement reconnue si cette variété est commercialisée avant le 1^{er} janvier 2017. Aucun frais complémentaire n'est requis pour le maintien ou le renouvellement de l'enregistrement de la variété dans le registre des variétés.

CHAPITRE IV. — Redevances et rétributions dues pour le contrôle de qualité des semences et plants

Art. 11. § 1^{er}. L'opérateur dont l'enregistrement est requis par les arrêtés visés à l'article 2, s'acquitte, pour les activités mentionnées à l'annexe 2, d'une redevance annuelle, aussi longtemps que les activités exercées nécessitent un enregistrement. L'opérateur dont l'agrément est requis par les arrêtés visés à l'article 2 s'acquitte, pour les activités mentionnées à l'annexe 2, d'une redevance annuelle, aussi longtemps que ses activités nécessitent un agrément. Lorsqu'un opérateur paie une redevance pour un agrément dans un secteur, il ne paie aucune redevance pour un enregistrement dans ce même secteur. Aucune redevance n'est due pour les activités soumises à enregistrement non reprises à l'annexe 2.

Les montants des redevances mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont fixés par secteur à l'annexe 2. La redevance couvre les activités exercées pendant une année, du 1^{er} juillet au 30 juin. Le montant total des redevances dues pour les enregistrements d'un opérateur est limité à 135 euros. Le montant total des redevances dues pour les agréments d'un opérateur est limité à 525 euros.

La redevance payée pour un agrément constitue une participation aux frais administratifs et aux frais de contrôle liés à la délivrance de l'agrément et à sa reconduction. La redevance payée pour l'agrément d'un laboratoire d'analyse de semences comprend la participation aux frais d'audit de ce laboratoire. La redevance payée pour l'enregistrement constitue une participation aux frais administratifs liés à l'enregistrement et aux frais de contrôle des activités exercées, conformément aux arrêtés visés à l'article 2.

§ 2. La redevance mentionnée au paragraphe 1^{er} n'est pas due pour l'enregistrement d'une personne exerçant l'activité de fournisseur :

1^o de matériel fruitier de multiplication qui commercialise uniquement auprès de consommateurs finaux non professionnels;

2^o de matériel de multiplication de plantes ornementales qui commercialise uniquement auprès des personnes dont ce n'est pas la profession de produire ou de vendre des plantes ornementales ou des matériels de multiplication de plantes ornementales;

3^o de plants de légumes dont l'activité se limite à la simple distribution de matériels de multiplication de plants de légumes produits et emballés en dehors de son établissement ou à la livraison de petites quantités de matériels de multiplication et de plants de légumes aux consommateurs finaux non professionnels.

Art. 12. § 1^{er}. La rétribution due pour la participation aux frais de formation d'un inspecteur ou d'un échantillonneur en vue de son agrément, conformément aux arrêtés visés à l'article 2, est fixée à l'annexe 2.

Le paiement de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er} valide l'inscription à la formation. La rétribution comprend les frais d'inscription aux examens et n'est pas remboursée si la formation n'est pas poursuivie jusqu'à son terme ou si les examens ne sont pas présentés. Lorsque l'agrément est acquis, la rétribution payée pour la participation aux frais de formation couvre toutes les formations et recyclages ultérieurs, aussi longtemps que l'inspecteur ou l'échantillonneur conserve son agrément. La rétribution est due par l'inspecteur ou l'échantillonneur qui a perdu son agrément et qui s'inscrit à une nouvelle formation en vue de le recouvrer.

La rétribution visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas due par l'inspecteur ou l'échantillonneur agréé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. L'inscription à une formation en vue de l'élargissement de la portée d'un agrément requiert le paiement de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La rétribution due pour l'inscription d'un inspecteur ou d'un échantillonneur aux examens en vue de son agrément, conformément aux arrêtés visés à l'article 2, est fixée à l'annexe 2.

Le paiement de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er} valide l'inscription aux examens et n'est pas remboursée si les examens ne sont pas présentés. La rétribution couvre l'inscription à une seule session d'examens.

§ 3. La rétribution due pour la participation aux frais de formation pour la qualification d'un analyste ou d'un analyste en chef, dans le cadre de l'agrément du laboratoire qui l'emploie, conformément aux arrêtés visés à l'article 1^{er}, est fixée à l'annexe 2.

Le paiement de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er} valide l'inscription à la formation. La rétribution comprend les frais d'inscription aux examens et n'est pas remboursée si la formation n'est pas poursuivie jusqu'à son terme ou si les examens ne sont pas présentés. Lorsque la qualification est acquise, la rétribution payée pour la participation aux frais de formation couvre toutes les formations et recyclages ultérieurs, aussi longtemps que l'analyste conserve sa qualification. La rétribution est due par l'analyste qui a perdu sa qualification et qui s'inscrit à une nouvelle formation en vue de la recouvrer.

La rétribution visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas due par l'analyste qualifié à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. L'inscription à une formation en vue de l'élargissement de la portée d'une qualification requiert le paiement de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. La rétribution due pour l'inscription d'un analyste, ou d'un analyste en chef, aux examens en vue de sa qualification, conformément aux arrêtés mentionnés à l'article 2, est fixée à l'annexe 2.

Le paiement de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er} valide l'inscription aux examens et n'est pas remboursée si les examens ne sont pas présentés. La rétribution couvre l'inscription à une seule session d'examens.

Art. 13. § 1^{er}. Pour la participation aux frais liés aux opérations de certification des semences et plants déterminées par les arrêtés visés à l'article 2, le demandeur paie une rétribution pour :

- 1° l'inscription en vue du contrôle des cultures de semences et plants;
- 2° le contrôle des cultures de semences et plants;
- 3° l'échantillonnage en culture ou sur les lots;
- 4° les analyses effectuées par le laboratoire du Service;
- 5° les interventions obligatoires prévues sur les lots;
- 6° les étiquettes, les étiquettes officielles de certification, les attestations et autres documents délivrés par le Service;
- 7° les contre-expertises, lorsqu'elles sont à charge du demandeur;
- 8° les contrôles supplémentaires sollicités par le demandeur de la certification;
- 9° les déplacements superflus du fait du demandeur.

Les interventions obligatoires prévues sur les lots visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, couvrent les activités de certification, recertification, reconditionnement, mélange, composition, division, plombage et déplombage effectuées sur un lot de semences ou de plants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, aucune rétribution n'est due pour le certificat-maître délivré en application de l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 relatif à la production et à la commercialisation des matériels forestiers de reproduction.

§ 2. Pour les contrôles des semences et plants dont la commercialisation n'est pas soumise à une certification, l'opérateur agréé ou enregistré paie une rétribution pour :

- 1° les interventions obligatoires prévues par les arrêtés visés à l'article 2 ;
- 2° les documents ou étiquettes délivrées par le Service;
- 3° les contrôles supplémentaires et déplacements, à la demande de l'opérateur concerné;
- 4° les analyses effectuées par le laboratoire du Service.

§ 3. Les montants des rétributions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, 5° à 9°, et au paragraphe 2, 1° à 3°, sont fixés à l'annexe 3.

Les montants des rétributions pour les analyses visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, et au paragraphe 2, 4°, sont fixés par type d'analyse à l'annexe 4. Les montants repris à l'annexe 4 sont aussi d'application pour les analyses réalisées à la demande d'un opérateur et pour les analyses de contre-expertise à charge du demandeur. Une contre-expertise est à charge du demandeur lorsque son résultat confirme le résultat de l'analyse initiale. Le prix d'une analyse non reprise à l'annexe 4 est fixé par le directeur du Service ou son délégué, sur proposition motivée du responsable du laboratoire du Service. Le prix est motivé en fonction de la similitude de l'analyse avec l'une des analyses reprise à l'annexe 4, en tenant compte de la charge de travail. Pour les analyses demandées en urgence, le montant de la rétribution mentionnée à l'annexe 4 est majoré de cinquante pour cent si les analyses sont entamées dans les cinq jours ouvrables qui suivent le jour de dépôt de l'échantillon.

Pour toute analyse effectuée par un autre laboratoire que le laboratoire du Service, le tarif de cet autre laboratoire s'applique, sauf convention entre le Service et le laboratoire concerné. Le tarif de cet autre laboratoire s'applique pour la contre-expertise à charge du demandeur. Le laboratoire qui réalise l'analyse assure la facturation des analyses. En cas de convention entre le laboratoire et le Service, les tarifs et modalités de paiement fixés par la convention s'appliquent.

§ 4. Les prestations effectuées à la demande d'une personne, qui ressortissent aux compétences techniques du Service sans être liées à des opérations de certification ou de contrôle requises par les arrêtés mentionnés à l'article 2 et qui ne sont pas reprises à l'annexe 3, sont soumises au tarif général de 25 euros par demi-heure entamée. Pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche ou un jour férié, le tarif est de 50 euros par demi-heure entamée.

Art. 14. Aucune rétribution n'est due par le preneur d'inscription pour un contrôle sur pied effectué par un inspecteur officiellement agréé qui est employé par lui, dans les conditions de délégation prévues par les arrêtés visés à l'article 2. Aucune rétribution n'est due par le preneur d'inscription pour un échantillonnage effectué par un échantillonneur officiellement agréé qui est employé par lui, dans les conditions de délégation prévues par les arrêtés visés à l'article 2. Aucune rétribution n'est due pour un échantillonnage effectué par un dispositif d'échantillonnage automatique. La réduction par le Service d'un échantillon prélevé par un dispositif d'échantillonnage automatique est soumise à une rétribution dont le montant est fixé à l'annexe 3.

L'inspecteur officiellement agréé mandaté par le directeur du Service ou son délégué, est rémunéré au montant de la rétribution fixée pour le contrôle de la culture. L'échantillonneur officiellement agréé mandaté par le directeur du Service ou son délégué, est rémunéré au montant de la rétribution fixée pour l'échantillonnage.

CHAPITRE V. — Rétributions dues par les trieurs à façon

Art. 15. La rétribution due pour la demande ou le renouvellement de l'agrément comme trieur à façon conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 est fixée à 175 euros par installation fixe ou mobile. Cette rétribution est à la charge de la personne qui demande l'agrément et couvre la participation du trieur aux frais de contrôle, à l'exception du coût des contrôles supplémentaires consécutifs au constat du non-respect de la demande d'action corrective.

La rétribution est due lors de l'introduction de la demande d'agrément. La rétribution annuelle due pour le renouvellement de l'agrément d'une installation est payée sur base d'une note de débit adressée par le directeur du Service ou son délégué. Si le paiement de la rétribution n'est pas effectué dans les quarante-cinq jours de la réception de la note de débit, l'agrément de l'installation n'est pas renouvelé. L'article 16, § 2, n'est pas d'application. Dans le cas où la demande d'agrément ou la demande de renouvellement d'agrément est refusée, la rétribution est restituée au demandeur, au plus tard un mois après la notification du refus, à l'exception d'une rétribution fixe de 70 euros représentant les frais de dossier.

Le tarif de 25 euros par demi-heure entamée de contrôle sur place fixé à l'article 6, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006, pour le coût des contrôles supplémentaires consécutifs au constat du non-respect de la demande d'action corrective, est indexé selon les modalités du présent arrêté. Une rétribution complémentaire de 55 euros est due pour chaque déplacement requis pour les contrôles supplémentaires consécutifs au constat du non-respect de la demande d'action corrective.

CHAPITRE VI. — Dispositions générales et finale

Art. 16. § 1^{er}. Les rétributions et redevances dues en application du présent arrêté font l'objet d'une note de débit détaillée. Les rétributions et les redevances sont versées sur le compte du Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux.

§ 2. Les rétributions et redevances dues en application du présent arrêté sont versées, dans les trente jours de la réception de la note de débit transmise par envoi ordinaire, sauf si un autre délai est mentionné sur la note de débit. Si la note de débit n'est pas acquittée à la date d'échéance, un premier rappel est adressé par envoi ordinaire, avec une majoration du montant dû de dix euros.

En cas de non paiement du montant majoré dû dans les quarante-cinq jours du premier rappel, un second rappel avec mise en demeure est adressé par tout moyen conférant preuve de l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code. L'envoi d'un second rappel entraîne automatiquement une augmentation de dix pour cent du montant majoré dû. Si le montant majoré dû augmenté de dix pour cent est inférieur à 100 euros, le montant dû en cas de second rappel est fixé à 100 euros.

Art. 17. Les montants des rétributions et redevances sont majorés par palier de cinq pour cent le 1^{er} juillet de l'année civile qui suit l'année civile au cours de laquelle l'indice des prix à la consommation d'au moins un des mois a augmenté de cinq pourcent ou d'un multiple de cinq pour cent par rapport à l'indice de base.

Pour les redevances et rétributions fixées aux chapitres 2 et 3, l'indice de base est l'indice des prix à la consommation de janvier 2017. Pour les redevances et rétributions fixées aux chapitres 4 et 5, l'indice de base est l'indice des prix à la consommation de juillet 2017. Le nouveau tarif fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*.

Art. 18. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 25 octobre 1991 fixant les rétributions dues pour le contrôle des semences et des plants agricoles et horticoles, ainsi que des rétributions dues du chef de l'exercice de certaines professions dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture, modifié par l'arrêté royal du 5 septembre 2001;

2^o l'arrêté royal du 23 septembre 1997 portant fixation du tarif des analyses effectuées par les laboratoires d'analyse de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

3^o l'arrêté royal du 17 décembre 1997 déterminant les rétributions à payer dans le cadre de l'agrément comme trieur à façon, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

4^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 fixant les redevances en matière d'inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2018, à l'exception des rétributions dues pour les analyses effectuées par le laboratoire d'analyse des semences du Service, pour lesquelles le tarif en vigueur avant le 1^{er} janvier 2018 est d'application jusqu'au 30 juin 2018. Jusqu'au 30 juin 2018, toute opération liée à la certification de semences ou plants récoltés avant le 1^{er} janvier 2018 est réalisée au tarif en vigueur avant le 1^{er} janvier 2018.

Art. 20. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 octobre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 1

Rétributions et redevances dues pour l'inscription et le maintien des variétés d'espèces agricoles et de légumes aux catalogues

Montants à percevoir par variété	Classes				
	A		B	C	D
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<i>Rétribution</i>					
1°. Pour le dépôt de la demande	237				
2°. Examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité, par période d'examen	710				
	Betteraves sucrières	Maïs			
3°. Examen de la valeur culturale et d'utilisation :					
a) 1 ^{re} et 2 ^e période d'examen, par période d'examen	1540	1660	1185	1185	830
b) 3 ^e et 4 ^e période d'examen, par période d'examen	1540	1660	1185	710	830

<i>Redevance annuelle : pour le maintien de l'inscription</i>			
a) Première année	118	118	118
b) Deuxième année	237	237	189
c) Troisième année	356	356	237
d) Quatrième année et années suivantes	474	356	237

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 fixant les redevances et rétributions dues pour l'exécution des mesures prises en relation avec le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants.

Namur, le 19 octobre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 2

Redevances et rétributions dues pour l'agrément, l'enregistrement et la qualification des opérateurs concernés par le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants

Tableau 1 : Redevances annuelles dues par secteur pour l'exercice d'activités soumises à l'agrément de l'opérateur

<i>Secteur semences agricoles et de légumes</i>	
Négociant-préparateur	375,00 EUR
Préparateur de mélanges	75,00 EUR
Conditionneur en petits emballages	75,00 EUR
Egreneur-stockiste de semences de lin	115,00 EUR
Laboratoire d'analyse des semences	150,00 EUR
Responsable de la production des semences standard de légumes	75,00 EUR
<i>Secteur plants de pomme de terre</i>	
Préparateurs de plants	75,00 EUR
Conditionneur en petits emballages	75,00 EUR

Tableau 2 : Redevances annuelles dues par secteur pour l'exercice d'activités soumises à l'enregistrement de l'opérateur

<i>Secteur semences agricoles et de légumes</i>	
Preneur d'inscription	75,00 EUR
<i>Secteur fruitier</i>	
Fournisseur de matériels de multiplication certifiés ou de plantes certifiées	135,00 EUR
Fournisseur de matériels de multiplication ou de plantes de qualité C.A.C. (<i>Conformitas Agraria Communitatis</i>)	65,00 EUR
<i>Secteurs plantes ornementales, plants de légumes</i>	
Fournisseur	65,00 EUR
<i>Secteur forestier</i>	
Producteur	135,00 EUR
Fournisseur	75,00 EUR
<i>Secteur vigne</i>	
Producteur	135,00 EUR

Tableau 3 : Rétributions dues pour la formation en vue d'un agrément ou d'une qualification, par domaine d'agrément ou de qualification

Inspecteur officiellement agréé	150,00 EUR
Echantillonneur officiellement agréé	150,00 EUR
Analyste qualifié ou analyste en chef qualifié	150,00 EUR
Inscription aux examens d'agrément ou de qualification	50,00 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 fixant les redevances et rétributions dues pour l'exécution des mesures prises en relation avec le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants.

Namur, le 19 octobre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 3

Rétributions dues pour les activités liées à la certification et au contrôle des semences et plants

Tableau 1 : secteurs semences agricoles et semences de légumes

Activités liées à la certification	Rétribution	Unité
Inscription des cultures - normale	19,00 EUR	parcelle
Inscription des cultures - tardive	23,00 EUR	parcelle
Contrôle en culture	2,00 EUR	0,1 ha (ou partie de 0,1 ha)
Contre-expertise contrôle en culture, lorsqu'à charge du demandeur	2,00 EUR	0,1 ha (ou partie de 0,1 ha)
Contrôle supplémentaire à charge du demandeur; déplacement inutile du fait du demandeur; déplacement à la demande du demandeur; déplacement requis pour une activité de contrôle sur lot visée à l'article 13, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 5 ^o .	55,00 EUR	déplacement
Activité de contrôle sur lot visée à l'article 13, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 5 ^o	5,00 EUR	lot contrôlé
Echantillonnage	15,00 EUR	lot échantillonné
Constitution d'un échantillon soumis à partir d'un échantillon de taille supérieure	5,00 EUR	échantillon réduit
Rapport vierge d'échantillonnage délivré par le Service	4,70 EUR	carnet de 25
Étiquettes officielles délivrées par le Service/remplies par le Service (semences)	2,00 EUR	10 pièces
Étiquettes officielles délivrées par le Service/remplies par l'opérateur (semences)	1,60 EUR	10 pièces

Activités liées à la certification	Rétribution	Unité
Etiquettes adhésives hermétiques délivrées par le Service	5,40 EUR	100 pièces
Rouleau adhésif plombant délivré par le Service	1,20 EUR	10 mètres
Vignettes pour petits emballages	3,80 EUR	100 pièces

Tableau 2 : secteur plants de pomme de terre

Activités liées à la certification	Rétribution	Unité
Inscription des cultures - normale	19,00 EUR	parcelle
Inscription des cultures - tardive	23,00 EUR	parcelle
Contrôle en culture	1,50 EUR	0,1 ha (ou partie de 0,1 ha)
Contre-expertise contrôle en culture, lorsqu'à charge du demandeur	55,00 EUR	parcelle
Echantillonnage de tubercules en champ	10,00 EUR	parcelle
Contrôle supplémentaire à charge du demandeur; déplacement inutile du fait du demandeur; déplacement à la demande du demandeur; déplacement requis pour une activité de contrôle sur lot visée à l'article 13, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 5 ^o .	55,00 EUR	déplacement
Activité de contrôle sur lot visée à l'article 13, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 5 ^o , avec contrôle physique de la production	0,25 EUR	100 kg (ou partie de 100 kg)
Division d'un lot certifié (à l'exception du conditionnement en petits emballages)	10,00 EUR	certificat délivré
Etiquettes officielles délivrées par le Service	1,20 EUR	10 pièces
Etiquettes officielles annulées	0,05 EUR	pièce
Vignettes pour petit emballage	3,80 EUR	100 pièces

Tableau 3 : secteur fruitier et secteur vigne

Activités liées à la certification	Rétribution	Unité
Inscription et contrôle du matériel initial et de base, des plantes mères initiales et de base, des plantes mères certifiées, placement d'étiquettes	55,00 EUR	déplacement
Inscription au contrôle de la production de plants certifiés	20,00 EUR	ha par an
Contrôle en culture de la production de plants certifiés	15,00 EUR	parcelle
Etiquettes officielles remplies par le Service et apposées par le Service	0,80 EUR	10 pièces
Etiquettes officielles remplies par le Service et apposées par le fournisseur	0,40 EUR	10 pièces
Etiquettes officielles fournies par le Service	0,20 EUR	10 pièces
Contrôle supplémentaire à charge du demandeur; déplacement inutile du fait du demandeur; déplacement à la demande du demandeur	55,00 EUR	déplacement

Tableau 4 : tout secteur

Activités liées aux opérations de contrôle, hors certification	Rétribution	Unité
Délivrance d'un document officiel, sans déplacement	15,00 EUR	document
Contrôle supplémentaire ou déplacement à la demande de l'opérateur; contre-expertise à charge du demandeur; déplacement inutile du fait du demandeur	55,00 EUR	déplacement

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 fixant les redevances et rétributions dues pour l'exécution des mesures prises en relation avec le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants.

Namur, le 19 octobre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 4

Rétributions dues pour les analyses effectuées par le laboratoire d'analyse des semences du Service

Tableau 1 : Rétribution par groupe spécifique de semences

	Pureté (1)	Détermination en nombre des autres semences et sclérotés dans le poids prescrit par les normes internationales (2)	
		Essai complet (3)	Essai limité à max. 4 déterminations et/ou essai réduit (4)
1° Céréales (excepté maïs)	12,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR
2° Maïs, légumineuses à grosses graines (<i>Lupinus</i> spp., <i>Pisum sativum</i> , <i>Vicia faba</i>)	12,00 EUR	20,00 EUR	15,00 EUR
3° Légumineuses à petites graines (<i>Trifolium</i> spp., <i>Medicago</i> spp., <i>Lotus</i> spp.)	20,00 EUR	58,00 EUR	40,00 EUR
4° Poacées de grande taille (<i>Lolium</i> spp., <i>Festuca pratensis</i> , <i>Festuca arundinacea</i>)	20,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR
5° Autres espèces de Poacées	29,00 EUR	58,00 EUR	40,00 EUR
6° Autres semences : betterave, semences oléagineuses, d'autres légumineuses, de légumes, de fleurs, forestières,...	15,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR

(1) Le tarif est doublé pour les semences brutes (non triées)

(2) Si le poids de l'échantillon à analyser est supérieur au poids prescrit par les normes internationales, le tarif appliqué est proportionnel au poids de l'échantillon analysé

(3) Pour un essai complet, la totalité de l'échantillon de travail est examinée pour la recherche de toutes autres semences présentes, à l'exception des semences ressemblant à la poussière, comme les espèces des genres *Orobanche* et *Striga*.

(4) Pour un essai réduit, seulement une partie de l'échantillon de travail est analysée; pour un essai limité, la recherche est limitée à des espèces nommément spécifiées dans la totalité de l'échantillon de travail

Tableau 2 : Rétribution par analyse, pour toutes les semences

Recherche	
1° Recherche limitée des autres espèces de plantes et sclérotés, dans le poids prescrit par les normes internationales, par détermination	15,00 EUR
Germination	
2° Germination	24,00 EUR
3° Germination sur moins de 400 semences	17,00 EUR
4° Monogermie, en supplément à la germination	12,00 EUR
5° Energie germinative, en supplément à la germination	5,00 EUR
Mélange de semences	
6° Composition d'un mélange de semences jusqu'à 4 composants	55,00 EUR
7° Composition d'un mélange de semences de plus de 4 composants, en supplément aux 55,00 euros, par composant	10,00 EUR
8° Composition d'un mélange de semences, supplément si la composition n'est pas annoncée	55,00 EUR
9° Germination d'une espèce composante d'un mélange	24,00 EUR
10° Germination d'une espèce composante d'un mélange, sur moins de 400 semences	17,00 EUR
Teneur en eau	
11° Détermination par séchage à l'étuve	15,00 EUR
12° Détermination par méthode électronique rapide	10,00 EUR
13° Détermination par séchage à l'étuve, en complément d'une détermination par méthode électronique rapide	5,00 EUR
Masse de mille semences	
14° Détermination	15,00 EUR
Rétributions particulières	
15° Constitution d'un échantillon soumis à partir d'un échantillon de taille supérieure (1)	5,00 EUR

Recherche	
16° Désenrobage des semences enrobées en vue d'une détermination de pureté ou des autres semences	12,00 EUR
17° Par bulletin international d'analyse de semences de l'International Seed Testing Association original, provisoire ou duplicata	3,40 EUR
18° Résultat d'une analyse sur bulletin provisoire	6,00 EUR

(1) Le tarif est appliqué lorsque l'échantillon soumis dépasse le double du poids prescrit par les arrêtés du Gouvernement wallon visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o et 11^o.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 fixant les redevances et rétributions dues pour l'exécution des mesures prises en relation avec le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants.

Namur, le 19 octobre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205761]

19. OKTOBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Gebühren und Vergütungen, die für die Durchführung der im Zusammenhang mit der Kontrolle der Erzeugung und des Inverkehrbringens des Saat- und Pflanzguts getroffenen Maßnahmen geschuldet werden

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.134 Absatz 1 Ziffer 6 und D.193 § 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1991 zur Festlegung der Vergütungen, die für die Kontrolle der in der Landwirtschaft und im Gartenbau benutzten Samen und Pflänzlinge, sowie für die Ausübung bestimmter Berufe in der Land- und Forstwirtschaft sowie im Gartenbau geschuldet werden;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. September 1997 zur Festlegung des Tarifs der von den Analyselaboren des Staates durchgeführten Analysen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung der im Rahmen der Zulassung als Sortierer-Lohnarbeiter zu entrichtenden Abgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2008 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

Aufgrund der am 19. Januar 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. März 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. Januar 2017 in Anwendung von Artikel 5 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 bezüglich des Rates des Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse abgegebenen Gutachtens des Rates des Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 20. April 2017;

Aufgrund des Berichts vom 6. Juli 2017, erstellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 20. September 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 61.850/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Katalog: der Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder der Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Gemüsearten, festgelegt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich;

2° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° UHB-Prüfung: die Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit einer Art;

4° lKW-Prüfung: 3° die Prüfung des landeskulturellen Werts einer Art;

5° Sektor Landwirtschaftliches Saatgut und Gemüsesaatgut: der von den Anwendungsbereichen der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffern 4, 5, 6, 7 und 11 erwähnten Erlasse der Wallonischen Regierung betroffene Sektor;

6° Forstsektor: der von dem Anwendungsbereich der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung betroffene Sektor;

7° Obstsektor: der von dem Anwendungsbereich der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 10 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung betroffene Sektor;

8° Sektor Gemüsepflanzgut: der von dem Anwendungsbereich der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 9 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung betroffene Sektor;

9° Sektor Zierpflanzen; der von dem Anwendungsbereich des in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Königlichen Erlasses betroffene Sektor;

10° Sektor Pflanzkartoffeln: der von dem Anwendungsbereich der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 12 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung betroffene Sektor;

11° Sektor Weinbau: der von dem Anwendungsbereich des in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung betroffene Sektor;

12° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

13° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich;

14° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung;

15° Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 bezüglich der Aufbereitung von bestimmtem landwirtschaftlichen Saatgut, das für die Einsaat bestimmt ist.

Art. 2 - Durch den vorliegenden Erlass werden die dem durch Artikel 189 des Gesetzbuches eingerichteten Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse geschuldeten Gebühren und Vergütungen festgelegt für die durch die Dienststelle durchgeführten Maßnahmen, die getroffen werden auf der Grundlage folgender Bestimmungen:

1° Königlicher Erlass vom 21. Dezember 1999 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 über die Erzeugung und den Verkehr mit forstlichem Vermehrungsgut;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatgut;

5° Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut;

6° Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie;

7° Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen;

8° der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006;

9° Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 über die Erzeugung und das Inverkehrbringen von Gemüsepflanzgut und Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme von Saatgut;

10° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009;

11° Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

12° Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014 über die Erzeugung und den Verkehr von Pflanzkartoffeln;

13° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014.

Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf die Vergütungen, die für die auf Anfrage von Dritten von der Dienststelle erbrachten Leistungen geschuldet werden, ohne dass diese an Verpflichtungen gebunden sind, die in den in Absatz 1 angeführten Erlassen festgelegt werden.

KAPITEL II — Vergütungen und Gebühren für die Eintragung der Arten in und deren Aufrechterhaltung im Katalog

Art. 3 - § 1. Die Person, die einen Antrag auf Eintragung einer Art in den Katalog stellt, entrichtet:

1° eine Vergütung für die Formalitäten im Zusammenhang mit der Einreichung des Eintragungsantrags;

2° eine Vergütung für die Teilnahme an der UHB-Prüfung;

3° eine Vergütung für die Teilnahme an der lKW-Prüfung;

4° eine jährliche Gebühr für die Formalitäten im Zusammenhang mit der Aufrechterhaltung der Eintragung im Katalog.

§ 2. Um den Betrag der Vergütungen und Gebühren zu bestimmen, werden die Pflanzenarten in vier Klassen eingeteilt:

1° Klasse A: Mais und Zuckerrübe;

2° Klasse B: Gerste, Weizen, Kartoffel, Lein, Ölraps und nicht ausdauernde Gräser;

3° Klasse C: ausdauernde Gräser und sonstige ausdauernde landwirtschaftliche Arten;

4° Klasse D: landwirtschaftliche Arten, mit Ausnahme der in den Klassen A, B und C angeführten Arten sowie Gemüsearten.

Die Vergütungen und Gebühren werden gemäß Anhang 1 festgelegt.

Art. 4 - Die für die Hinterlegung des Eintragungsantrags geschuldete Vergütung wird gezahlt auf der Grundlage einer durch den Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung. Der geschuldete Betrag ist der am äußersten Datum für das Einreichen des Antrags für die Art für das laufende Jahr geltende Betrag, der durch den Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter in Anwendung von Artikel 13 § 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 bestimmt wird. Wird der Antrag zurückgezogen, so werden die für die Hinterlegung des Antrags gezahlten Vergütungen nicht erstattet.

Art. 5 - § 1. Die für die Teilnahme an der UHB-Prüfung geschuldeten Vergütungen werden pro Prüfungszeitraum gezahlt auf der Grundlage einer vom Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung. Der geschuldete Betrag der Vergütung ist der an dem äußersten Datum für den Empfang des Vermehrungsmaterials oder des vegetativen Vermehrungsguts im Hinblick auf die UHB-Prüfung der betreffenden Art geltende Betrag, der durch den Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter in Anwendung von Artikel 14 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 bestimmt wird. Wird der Antrag zurückgezogen, so werden die Vergütungen nur dann erstattet, wenn das Datum des Beginns des Prüfungszeitraums für die betreffende Art zum Zeitpunkt des Rückzugs des Antrags nicht abgelaufen ist.

§ 2. Wenn für die UHB-Prüfung fremde Dienststellen oder Sachverständige herangezogen werden, so handelt es sich bei dem geschuldeten Betrag um jenen, der von der betreffenden Dienststelle oder dem betreffenden Sachverständigen in Rechnung gestellt wird, einschließlich ggf. der Zusatzkosten, die durch die Auflagen, die für genetisch veränderte Arten gelten, anfallen. Die ggf. durchgeführte Prüfung der Sortenreinheit wird als Teil dieser UHB-Prüfung betrachtet.

In den in Absatz 1 beschriebenen Fällen werden die nach den Bestimmungen von Paragraph 1 gezahlten Vergütungen als Vorschüsse betrachtet. Die Abrechnung erfolgt nach Eingang der Rechnung der fremden Dienststellen oder Sachverständigen.

Art. 6 - Die für die Teilnahme an der lKW-Prüfung geschuldeten Vergütungen werden für jeden Prüfungszeitraum gezahlt auf der Grundlage einer vom Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung. Der geschuldete Betrag der Vergütung ist der an dem äußersten Datum für den Empfang des Vermehrungsmaterials oder des vegetativen Vermehrungsguts im Hinblick auf die lKW-Prüfung der betreffenden Art geltende Betrag, der durch den Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter in Anwendung von Artikel 14 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 bestimmt wird. Wird der Antrag zurückgezogen, so werden die Vergütungen nur dann erstattet, wenn das Datum des Beginns des Prüfungszeitraums für die betreffende Art zum Zeitpunkt des Rückzugs des Antrags nicht abgelaufen ist.

In den Fällen, in denen verschiedene Arten von lKW-Prüfungen für ein und dieselbe Art vorgeschlagen werden, ist die Vergütung pro Art der Prüfung, die beantragt wird, zu zahlen. Für den Fall, dass zusätzlich zu der Grundprüfung eine ausführlichere lKW-Prüfung gewünscht wird, ungeachtet dessen, ob diese Prüfung in dem Prüfungsprotokoll der betreffenden Art vorgesehen ist oder nicht, wird der Betrag der Vergütung für diese lKW-Prüfung um zwanzig Prozent erhöht.

Für den Fall, dass zusätzlich zu den in dem Prüfungsprotokoll der betreffenden Art vorgesehenen Grundprüfungen eine ausführlichere Analyse beantragt wird, sind die von dem Labor, das die Analyse durchgeführt hat, berechneten Kosten zu zahlen.

Art. 7 - Falls es sich um eine genetisch veränderte Art handelt, sind zusätzlich zu den in den Artikeln 5 und 6 erwähnten Vergütungen die in Titel V Kapitel 2 des Gesetzbuches und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen festgelegten Bedingungen und Beiträge anwendbar.

Art. 8 - Ab dem 1. Januar nach dem Jahr der Zulassung einer Sorte in den Katalog ist eine jährliche Gebühr für die Aufrechterhaltung einer Eintragung für jeden zwölfmonatigen Zeitraum zu zahlen. Der Betrag der geschuldeten Gebühr ist der Betrag, der am 1. Januar des betreffenden Jahres Gültigkeit hat. Diese jährliche Gebühr wird gezahlt auf der Grundlage einer vom Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung.

Wird die jährliche Gebühr innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Zustellung der Zahlungsaufforderung nicht gezahlt, wird die Aufnahme in den Katalog der Arten am 1. Januar des betreffenden Jahres für nichtig erklärt und wird die Art in der folgenden Ausgabe des Katalogs der Arten nicht vermerkt. Artikel 16 § 2 findet keine Anwendung.

KAPITEL III — *Vergütungen für die Eintragung der Sorten des Obstsektors in das Sortenverzeichnis des Vermehrungsmaterials von Obst*

Art. 9 - § 1. Der Antragsteller zahlt eine Vergütung von 237 Euro für die Hinterlegung und die Prüfung des Antrags auf Eintragung in das Sortenverzeichnis einer Obstsorte als Sorte mit amtlicher Beschreibung gemäß Artikel 8 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009. Die für die Hinterlegung des Eintragungsantrags geschuldete Vergütung wird gezahlt auf der Grundlage einer vom Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung. Bei dem geschuldeten Betrag handelt es sich um den Betrag, der an dem Eingangsdatum des Antrags Gültigkeit hatte. Wird der Antrag zurückgezogen, so wird die für die Hinterlegung des Antrags gezahlte Gebühr nicht erstattet.

Ist die einzutragende Sorte im Gemeinschaftlichen Sortenamnt eingetragen, so wird der in Absatz 1 erwähnte Betrag der Vergütung auf 50 Euro registriert.

§ 2. Bei der Vergütung für die Anbauprüfungen, die für die Eintragung der Sorte erforderlich sind, handelt es sich um den von der Einrichtung, die diese Prüfungen durchführt, in Rechnung gestellten Betrag. Die für die Anbauprüfungen geschuldete Vergütung wird gezahlt auf der Grundlage einer vom Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung.

Keine weiteren Kosten werden verlangt für die Aufrechterhaltung oder die Erneuerung der Eintragung der Sorte in das Sortenverzeichnis.

Art. 10 - Der Antragsteller zahlt eine Vergütung von 50 Euro für die Hinterlegung und die Prüfung des Antrags auf Eintragung in das Sortenverzeichnis einer Obstsorte als Sorte mit einer amtlich anerkannten Beschreibung gemäß Artikel 8 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009. Die für die Hinterlegung des Eintragungsantrags geschuldete Vergütung wird gezahlt auf der Grundlage einer vom Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung. Bei dem geschuldeten Betrag handelt es sich um den Betrag, der an dem Eingangsdatum des Antrags Gültigkeit hatte. Wird der Antrag zurückgezogen, so wird die für die Hinterlegung des Antrags gezahlte Gebühr nicht erstattet. Keine Vergütung wird geschuldet für die Eintragung einer Obstsorte als Sorte mit amtlicher Beschreibung, falls diese Sorte vor dem 1. Januar 2017 in Verkehr gebracht wurde. Keine weiteren Kosten entstehen für die Aufrechterhaltung oder die Erneuerung der Eintragung der Sorte in das Sortenverzeichnis.

KAPITEL IV — *Gebühren und Vergütungen für die Qualitätskontrolle des Saat- und Pflanzguts*

Art. 11 - § 1. Das Unternehmen, dessen Eintragung gemäß den in Artikel 2 erwähnten Erlassen erforderlich ist, entrichtet für die in Anhang 2 erwähnten Tätigkeiten eine jährliche Gebühr so lange bis die ausgeübten Tätigkeiten eine Eintragung erfordern. Das Unternehmen, dessen Zulassung gemäß den in Artikel 2 erwähnten Erlassen erforderlich ist, entrichtet für die in Anhang 2 erwähnten Tätigkeiten eine jährliche Gebühr so lange seine Tätigkeiten eine Eintragung erfordern. Zahlt das Unternehmen eine Gebühr für eine Zulassung in einem Sektor, so zahlt es keine Gebühr für die Eintragung in demselben Sektor. Keine Gebühr ist zu zahlen für die eintragungspflichtigen Tätigkeiten, die nicht in Anhang 2 angeführt werden.

Die Beträge der in Absatz 1 erwähnten Gebühren werden pro Sektor in Anhang 2 festgelegt. Die Gebühr betrifft die im Laufe eines Jahres vom 1. Juli bis zum 30. Juni ausgeübten Tätigkeiten. Der Gesamtbetrag der Gebühren für die Eintragungen eines Unternehmens ist auf 135 Euro begrenzt. Der Gesamtbetrag der Gebühren für die Zulassungen eines Unternehmens ist auf 525 Euro begrenzt.

Die für eine Zulassung gezahlte Gebühr ist eine Beteiligung an den Verwaltungskosten und den Kosten für die Kontrolle im Zusammenhang mit der Ausstellung der Zulassung und ihrer Verlängerung. Die für die Zulassung eines Labors für Saatgutanalyse gezahlte Gebühr umfasst die Beteiligung an den Kosten für das Audit dieses Labors. Die für die Eintragung gezahlte Gebühr ist eine Beteiligung an den Verwaltungskosten für die Eintragung und an den Kosten für die Kontrolle der ausgeübten Tätigkeiten gemäß den in Artikel 2 angeführten Erlassen.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnte Gebühr ist nicht zu zahlen für die Eintragung einer Person, die die Tätigkeit ausübt als Versorger für:

- 1° Vermehrungsmaterial von Obst, der ausschließlich an nicht gewerbliche Endverbraucher vermarktet;
- 2° Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen, der nur an Personen vermarktet, die Zierpflanzen oder Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen nicht berufsmäßig erzeugen oder verkaufen;
- 3° Gemüsepflanzgut, dessen Tätigkeit sich auf den reinen Vertrieb von Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut beschränkt, das nicht im eigenen Betrieb erzeugt und verpackt wurde, oder auf die Lieferung kleiner Mengen Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut an nicht gewerbliche Endverbraucher.

Art. 12 - § 1. Die für die Teilnahme an den Ausbildungskosten eines Inspektors oder eines Probenehmers geschuldete Vergütung im Hinblick auf die Zulassung gemäß den in Artikel 2 erwähnten Erlassen wird in Anhang 2 festgelegt.

Durch die Zahlung der in Absatz 1 erwähnten Vergütung wird die Einschreibung für die Ausbildung gültig. Die Vergütung umfasst die Kosten für die Einschreibung zur Prüfung. Sie wird nicht erstattet, falls die Ausbildung nicht abgeschlossen wird oder die Prüfungen nicht abgelegt werden. Hat der Betreffende die Zulassung erlangt, deckt die für die Teilnahme an Ausbildungskosten gezahlte Vergütung alle weiteren Aus- und Weiterbildungen, und zwar so lange der Inspektor oder der Probenehmer seine Zulassung behält. Der Inspektor oder der Probenehmer, der seine Zulassung verloren hat und sich zur Wiedererlangung seiner Zulassung für eine neue Ausbildung einschreibt, hat die Vergütung zu zahlen.

Die in Absatz 1 angeführte Vergütung ist nicht durch den Inspektor oder den Probenehmer zu zahlen, der am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses zugelassen bereits ist. Die Einschreibung für eine Ausbildung zur Erweiterung des Umfangs der Zulassung erfordert die Zahlung der in Absatz 1 erwähnten Vergütung.

§ 2. Die für die Einschreibung eines Inspektors oder eines Probenehmers zu den Prüfungen geschuldete Vergütung im Hinblick auf die Zulassung gemäß den in Artikel 2 erwähnten Erlassen wird in Anhang 2 festgelegt.

Durch die Zahlung der in Absatz 1 erwähnten Vergütung wird die Einschreibung zu den Prüfungen gültig. Sie wird nicht erstattet, falls die Prüfungen nicht abgelegt werden. Die Vergütung deckt die Kosten der Einschreibung zu einer einzigen Prüfungsperiode.

§ 3. Die für die Teilnahme an den Ausbildungskosten für die Qualifikation eines Prüfers oder eines Chefprüfers im Rahmen der Zulassung des Labors, in dem er beschäftigt ist, gemäß den in Artikel 1 erwähnten Erlassen wird in Anhang 2 festgelegt.

Durch die Zahlung der in Absatz 1 erwähnten Vergütung wird die Einschreibung für die Ausbildung gültig. Die Vergütung umfasst die Kosten für die Einschreibung zur Prüfung. Sie wird nicht erstattet, falls die Ausbildung nicht abgeschlossen wird oder die Prüfungen nicht abgelegt werden. Hat der Betreffende die Qualifikation erlangt, deckt die für die Teilnahme an Ausbildungskosten gezahlte Vergütung alle weiteren Aus- und Weiterbildungen, und zwar so lange der Prüfer seine Qualifikation behält. Der Prüfer, der seine Qualifikation verloren hat und sich zur Wiedererlangung seiner Qualifikation für eine neue Ausbildung einschreibt, hat die Vergütung zu zahlen.

Die in Absatz 1 angeführte Vergütung ist nicht durch den qualifizierten Prüfer zu zahlen, der am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses zugelassen bereits ist. Die Einschreibung für eine Ausbildung zur Erweiterung des Umfangs einer Qualifikation erfordert die Zahlung der in Absatz 1 erwähnten Vergütung.

§ 4. Die für die Einschreibung eines Prüfers oder eines Chefprüfers zu den Prüfungen geschuldete Vergütung im Hinblick auf seine Qualifikation gemäß den in Artikel 2 erwähnten Erlassen wird in Anhang 2 festgelegt.

Durch die Zahlung der in Absatz 1 erwähnten Vergütung wird die Einschreibung zu den Prüfungen gültig. Sie wird nicht erstattet, falls die Prüfungen nicht abgelegt werden. Die Vergütung deckt die Kosten der Einschreibung zu einer einzigen Prüfungsperiode.

Art. 13 - § 1. Für die Beteiligung an den Kosten für die Tätigkeiten im Bereich der Zertifizierung von Saat- und Pflanzgut nach den in Artikel 2 angeführten Erlassen entrichtet der Antragsteller eine Vergütung für:

- 1° die Eintragung im Hinblick auf die Kontrolle der Saat- und Pflanzgutbestände;
- 2° die Kontrolle der Saat- und Pflanzgutbestände;
- 3° die Probenahme von Feldbeständen oder Partien;
- 4° die von den Labors der Dienststelle durchgeführten Analysen;
- 5° die auf den Partien vorgesehenen obligatorischen Eingriffe;
- 6° die Etiketten, die amtlichen Zertifizierungsetiketten, die Bescheinigungen und sonstigen von der Dienststelle ausgestellten Dokumente;
- 7° die Gegenprüfungen, wenn sie zu Lasten des Antragstellers gehen;
- 8° die von dem Antragsteller der Zertifizierung beantragten zusätzlichen Kontrollen;
- 9° die auf den Antragsteller zurückzuführenden überflüssigen Fahrten.

Die in Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten auf den Partien vorgesehenen obligatorischen Eingriffe umfassen die Tätigkeiten im Bereich der Zertifizierung, Neuzertifizierung, Neuverpackung, Mischung, Zusammensetzung, Teilung, Ver- und Entsiegeln einer Saat- oder Pflanzgutpartie.

In Abweichung von Absatz 1 wird keine Vergütung gewährt für das in Anwendung von Artikel 11 des Erlasses vom 15. Mai 2003 über die Erzeugung und den Verkehr mit forstlichem Vermehrungsgut ausgestellte Stammzertifikat;

§ 2. Für die Kontrollen des Saat- und Pflanzguts, dessen Inverkehrbringen keiner Zertifizierung unterliegt, zahlt das zugelassene oder eingetragene Unternehmen eine Vergütung für:

- 1° die auf den Partien vorgesehenen obligatorischen Eingriffe gemäß den in Artikel 2 erwähnten Erlassen;
- 2° die von der Dienststelle ausgestellten amtlichen Dokumente oder Etiketten;
- 3° die von dem Antragsteller der Zertifizierung beantragten zusätzlichen Kontrollen und Fahrten;
- 4° die von den Labors der Dienststelle durchgeführten Analysen.

§ 3. Die Beträge der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 und 5 bis 9 sowie in Paragraph 2 Ziffern 1 bis 3 angeführten Vergütungen werden in Anhang 3 festgelegt.

Die Beträge der Vergütungen für die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 sowie in Paragraph 2 Ziffer 4 angeführten Analysen werden in Anhang 4 festgelegt. Die in Anhang 4 angeführten Beträge sind ebenfalls anwendbar für die auf Antrag eines Unternehmens durchgeführten Analysen sowie für die zu Lasten des Antragstellers durchgeführten Analysen. Eine Gegenanalyse geht zu Lasten des Antragstellers, wenn ihr Ergebnis das Ergebnis der ursprünglichen Analyse bestätigt. Der Preis für eine nicht in Anhang 4 angeführte Analyse wird durch den Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter auf begründeten Vorschlag des Verantwortlichen des Labors der Dienststelle festgelegt. Der Preis wird begründet durch die Ähnlichkeit der Analyse mit einer der in Anhang 4 angeführten Analysen unter Berücksichtigung der Arbeitslast. Für die im Eilverfahren beantragten Analysen wird der in Anhang 4 angeführte Betrag um fünfzig Prozent erhöht, falls innerhalb von fünf Arbeitstagen nach dem Einreichen der Probe mit der Analyse begonnen wird.

Für jede Analyse, die von einem anderen Labor als dem der Dienststelle durchgeführt wird, ist der Tarif dieses anderen Labors anzuwenden, es sei denn, zwischen der Dienststelle und dem betreffenden Labor wurde eine andere Vereinbarung getroffen. Der Tarif dieses anderen Labors ist auf die Gegenanalyse zu Lasten des Antragstellers anwendbar. Das Labor, das die Analyse durchführt, stellt diese in Rechnung. Besteht eine Vereinbarung zwischen dem Labor und der Dienststelle werden die im Rahmen dieser Vereinbarung festgelegten Tarife und Zahlungsmodalitäten angewandt.

§ 4. Die auf Antrag einer Person beantragten Leistungen, die in den technischen Zuständigkeitsbereich der Dienststelle fallen, ohne jedoch in Verbindung mit den Zertifizierungs- oder Kontrollvorgängen gemäß den in Artikel 2 erwähnten Erlassen zu stehen, und die nicht in Anhang 3 angeführt werden, unterliegen dem allgemeinen Tarif von 25 Euro pro angefangene halbe Stunde. Für die an einem Samstag, einem Sonntag oder einem Feiertag erbrachten Leistungen beträgt der Tarif 50 Euro pro angefangene halbe Stunde.

Art. 14 - Keine Vergütung ist durch den Einschreibenden für eine Feldkontrolle zu zahlen, die ein von ihm beschäftigter amtlich anerkannter Inspektor unter den Bedingungen der Vollmachtübertragung, die in den in Artikel 2 erwähnten Erlassen angeführt werden, durchführt. Keine Vergütung ist durch den Einschreibenden für eine Probenahme zu zahlen, die ein von ihm beschäftigter amtlich anerkannter Probenehmer unter den Bedingungen der Vollmachtübertragung, die in den in Artikel 2 erwähnten Erlassen angeführt werden, durchführt. Keine Vergütung ist für eine Probenahme zu zahlen, die anhand einer Vorrichtung zur automatischen Probenahme durchgeführt wird. Für die Reduzierung einer anhand einer Vorrichtung zur automatischen Probenahme entnommenen Probe durch die Dienststelle ist eine Vergütung zu zahlen, deren Betrag in Anhang 3 festgelegt wird.

Der durch den Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter beauftragte amtlich anerkannte Inspektor wird in Höhe der Vergütung, die für die Kontrolle der Kultur festgelegt wurde, entlohnt. Der durch den Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter beauftragte amtlich anerkannte Probenehmer wird in Höhe der Vergütung, die für die Probenahme festgelegt wurde, entlohnt.

KAPITEL V — *Von den Aufbereitern geschuldete Vergütungen*

Art. 15 - Die für den Antrag oder die Erneuerung des Antrags zur Zulassung als Aufbereiter gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 geschuldete Vergütung wird auf 175 Euro pro feste oder mobile Einrichtung festgelegt. Diese Vergütung geht zu Lasten der Person, die die Zulassung beantragt. Sie deckt die Beteiligung des Aufbereiters an den Kontrollkosten, mit Ausnahme der Kosten für die zusätzlichen Kontrollen im Anschluss an die Feststellung der Missachtung der Aufforderung zur Bereinigung der Sachlage.

Die Vergütung ist bei Einreichen des Zulassungsantrags zu zahlen. Die für die Erneuerung der Zulassung einer Einrichtung jährlich geschuldete Vergütung wird gezahlt auf der Grundlage einer vom Direktor der Dienststelle oder dessen Stellvertreter übermittelten Zahlungsaufforderung. Erfolgt die Zahlung der Vergütung nicht innerhalb von fünf und vierzig Tagen nach Zustellung der Zahlungsaufforderung, wird die Zulassung der Einrichtung nicht erneuert. Artikel 16 § 2 findet keine Anwendung. Falls der Zulassungsantrag oder der Antrag auf Erneuerung der Zulassung abgelehnt wird, wird die Vergütung dem Antragsteller spätestens einen Monat nach Notifizierung der Ablehnung erstattet, abzüglich einer auf 70 Euro festgelegten Vergütung für Verwaltungskosten.

Der Tarif von 25 Euro pro angefangene halbe Stunde für eine Kontrolle vor Ort gemäß Artikel 6 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 für die der Kosten für die zusätzlichen Kontrollen im Anschluss an die Feststellung der Missachtung der Aufforderung zur Bereinigung der Sachlage wird nach den Modalitäten des vorliegenden Erlasses indiziert. Eine zusätzliche Vergütung in Höhe von 55 Euro ist für jede Fahrt, die im Rahmen von zusätzlichen Kontrollen im Anschluss an die Feststellung der Missachtung der Aufforderung zur Bereinigung der Sachlage erfolgt, zu zahlen.

KAPITEL VI — *Allgemeine Bestimmungen und Schlussbestimmung*

Art. 16 - § 1. Die in Anwendung des vorliegenden Erlasses geschuldeten Vergütungen und Gebühren sind Gegenstand einer ausführlichen Zahlungsaufforderung. Die Vergütungen und Gebühren sind auf das Konto des Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse einzuzahlen.

§ 2. Die in Anwendung des vorliegenden Erlasses geschuldeten Vergütungen und Gebühren sind innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung der mit einfacher Post übermittelten Zahlungsaufforderung zu zahlen, es sei denn, auf dieser Aufforderung wird eine andere Frist vermerkt. Falls der Zahlungsaufforderung an dem äußersten Datum nicht nachgekommen wurde, wird mit einfacher Post eine erste Mahnung zugestellt, wobei der zu zahlende Betrag um zehn Euro erhöht wird.

Ist der zu zahlende erhöhte Betrag innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach der ersten Mahnung noch nicht beglichen worden, so wird eine zweite Mahnung mit Inverzugsetzung durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, zugestellt. Die Zustellung einer zweiten Mahnung führt automatisch zur Erhöhung des geschuldeten erhöhten Betrags um zehn Prozent. Ist dieser um zehn Prozent erhöhte Betrag geringer als 100 Euro, so wird der bei einer zweiten Mahnung geschuldete Betrag auf 100 Euro festgelegt.

Art. 17 - Die Beträge der Vergütungen und Gebühren werden in Schritten von jeweils fünf Prozent erhöht und zwar am 1. Juli des Kalenderjahres nach dem Kalenderjahr, im Laufe dessen der Index der Verbraucherpreise wenigstens eines der Monate um fünf Prozent oder um ein Mehrfaches von fünf Prozent im Vergleich zu dem Basisindex angestiegen ist.

Für die in den Kapiteln 2 und 3 festgelegten Vergütungen und Gebühren ist der Basisindex der Index der Verbraucherpreise des Monats Januar 2017. Für die in den Kapiteln 4 und 5 festgelegten Vergütungen und Gebühren ist der Basisindex der Index der Verbraucherpreise des Monats Juli 2017. Der neue Tarif ist Gegenstand einer Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 18 - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlasses vom 25. Oktober 1991 zur Festlegung der Vergütungen, die für die Kontrolle der in der Landwirtschaft und im Gartenbau benutzten Samen und Pflänzlinge, sowie für die Ausübung bestimmter Berufe in der Land- und Forstwirtschaft sowie im Gartenbau geschuldet werden, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 5. September 2001;

2° der Königliche Erlass vom 23. September 1997 zur Festlegung des Tarifs der von den Analyselaboren des Staates durchgeführten Analysen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000;

3° der Königliche Erlass vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung der im Rahmen der Zulassung als Sortierer-Lohnarbeiter zu entrichtenden Abgaben,, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000;

4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2018 in Kraft, mit Ausnahme der Vergütungen für die durch das Labor für Saatgutanalyse der Dienststelle durchgeführten Prüfungen, für die der vor dem 1. Januar 2018 geltende Tarif bis zum 30. Juni 2018 anwendbar ist. Bis zum 30. Juni 2018 wird jede Tätigkeit in Zusammenhang mit der Zertifizierung von vor dem 1. Januar 2018 geernteten Saat- oder Pflanzgut zu dem vor dem 1. Januar 2018 geltenden Tarif durchgeführt.

Art. 20 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 19. Oktober 2017.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

ANHANG 1

Vergütungen und Gebühren für die Eintragung der Arten in und deren Aufrechterhaltung im Katalog der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten

Pro Art zu zahlende Beträge	Klassen				
	A		B	C	D
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<i>Vergütung</i>					
1°. Für die Hinterlegung des Antrags	237				
2°. Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit pro Prüfungszeitraum	710				
	Zuckerrüben	Mais			
3°. Prüfung des landeskulturellen Werts pro Prüfungszeitraum					
a) 1. und 2. Prüfungszeitraum, pro Prüfungszeitraum	1540	1660	1185	1185	830
b) 3. und 4. Prüfungszeitraum, pro Prüfungszeitraum	1540	1660	1185	710	830

<i>Jährliche Gebühr: Aufrechterhaltung der Eintragung:</i>			
a) Erstes Jahr	118	118	118
b) Zweites Jahr	237	237	189
c) Drittes Jahr	356	356	237
d) Viertes Jahr und weitere Jahre, pro Jahr	474	356	237

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Festlegung der Gebühren und Vergütungen, die für die Durchführung der im Zusammenhang mit der Kontrolle der Erzeugung und des Inverkehrbringens des Saat- und Pflanzguts getroffenen Maßnahmen geschuldet werden beigelegt zu werden

Namur, den 19. Oktober 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

ANHANG 2

Gebühren und Vergütungen, die für die Zulassung, die Registrierung und die Qualifikation der im Bereich der Qualitätskontrolle und des Inverkehrbringens von Saat- und Pflanzgut tätigen Unternehmen geschuldet werden

Tabelle 1: Jährliche Gebühren, die pro Sektor für die Ausübung von zulassungspflichtigen Tätigkeiten des Unternehmens geschuldet werden

<i>Sektor Landwirtschaftliches Saatgut und Gemüsesaatgut</i>	
Händler-Aufbereiter	375,00 EUR
Mischungsaufbereiter	75,00 EUR
Verpacker von Kleinpackungen	75,00 EUR
Entkörnungsbetrieb-Lagerist für Lein	115,00 EUR
Labor für Saatgutanalyse	150,00 EUR
Verantwortliche für die Erzeugung von Standardsaatgut von Gemüse	75,00 EUR
<i>Sektor Pflanzkartoffeln</i>	
Aufbereiter von Pflanzgut	75,00 EUR
Verpacker von Kleinpackungen	75,00 EUR

Tabelle 2: Jährliche Gebühren, die pro Sektor für die Ausübung von registrierungspflichtigen Tätigkeiten des Unternehmens geschuldet werden

<i>Sektor Landwirtschaftliches Saatgut und Gemüsesaatgut</i>	
Der Einschreibende	75,00 EUR
<i>Obstsektor</i>	
Versorger für zertifiziertes Vermehrungsgut oder zertifizierte Pflanzen	135,00 EUR
Lieferant für zertifiziertes Vermehrungsgut oder zertifizierte Pflanzen der Kategorie C.A.C. (<i>Conformitas Agraria Communitatis</i>)	65,00 EUR
<i>Sektoren Zierpflanzen, Gemüsepflanzen</i>	
Versorger	65,00 EUR
<i>Forstsektor</i>	
Erzeuger	135,00 EUR
Versorger	75,00 EUR
<i>Sektor Weinbau</i>	
Erzeuger	135,00 EUR

Tabelle 3: Vergütungen für die Ausbildung im Hinblick auf eine Zulassung oder einer Qualifikation pro Zulassungs- oder Qualifikationsbereich

Amtlich anerkannter Inspektor	150,00 EUR
Amtlich anerkannter Probenehmer	150,00 EUR
Qualifizierter Prüfer oder qualifizierter Chefprüfer	150,00 EUR
Einschreibung zu den Zulassungs- oder Qualifikationsprüfungen	50,00 EUR

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Festlegung der Gebühren und Vergütungen, die für die Durchführung der im Zusammenhang mit der Kontrolle der Erzeugung und des Inverkehrbringens des Saat- und Pflanzguts getroffenen Maßnahmen geschuldet werden beigefügt zu werden

Namur, den 19. Oktober 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG 3

Vergütungen, die für die Tätigkeiten im Bereich der Zertifizierung und Kontrolle von Saat- und Pflanzgut geschuldet werden

Tabelle 1: Sektor Landwirtschaftliches Saatgut und Gemüsesaatgut

Tätigkeiten im Bereich der Zertifizierung	Vergütung	Einheit
Eintragung der Kulturen - Normalfall	19,00 EUR	Parzelle
Eintragung der Kulturen - Späteintragung	23,00 EUR	Parzelle
Kontrolle der Feldbestände	2,00 EUR	0,1 ha (oder Teil von 0,1 ha)
Gegenprüfung der Kontrolle der Feldbestände, wenn sie zu Lasten des Antragstellers geht	2,00 EUR	0,1 ha (oder Teil von 0,1 ha)
Zusätzliche Kontrolle zu Lasten des Antragstellers; auf den Antragsteller zurückzuführende überflüssige Fahrten; vom Antragsteller beantragte zusätzliche Fahrt; Fahrt für eine Kontrolltätigkeit zur Prüfung der Partien nach Artikel 13 § 1 Absatz 1 Ziffer 5	55,00 EUR	Fahrt
Kontrolltätigkeit zur Prüfung der Partien nach Artikel 13 § 1 Absatz 1 Ziffer 5	5,00 EUR	Kontrollierte Partie
Probenahme	15,00 EUR	Beprobte Partie
Zusammenstellung einer Stichprobe, die ausgehend von einer größeren Probe unterbreitet wurde	5,00 EUR	reduzierte Stichprobe
Von der Dienststelle ausgestellter unausgefüllter Probebericht	4,70 EUR	Buch mit 25 Exemplaren
Von der Dienststelle ausgestellte / von der Dienststelle ausgefüllte (Saatgut) amtliche Etiketten	2,00 EUR	10 Stück
Von der Dienststelle ausgestellte / von dem Unternehmen ausgefüllte (Saatgut) amtliche Etiketten	1,60 EUR	10 Stück
Von der Dienststelle ausgestellte Klebeetiketten für hermetische Verschlüsse	5,40 EUR	100 Stück
Von der Dienststelle ausgestellte Klebeband-Rolle zum Verplomben	1,20 EUR	10 Meter
Vignetten für Kleinpackungen	3,80 EUR	100 Stück

Tabelle 2: Sektor Pflanzkartoffeln

Tätigkeiten im Bereich der Zertifizierung	Vergütung	Einheit
Eintragung der Kulturen - Normalfall	19,00 EUR	Parzelle
Eintragung der Kulturen - Späteintragung	23,00 EUR	Parzelle
Kontrolle der Feldbestände	1,50 EUR	0,1 ha (oder Teil von 0,1 ha)
Gegenprüfung der Kontrolle der Feldbestände, wenn sie zu Lasten des Antragstellers geht	55,00 EUR	Parzelle
Beprobung der Knollen auf dem Feld	10,00 EUR	Parzelle
Zusätzliche Kontrolle zu Lasten des Antragstellers; auf den Antragsteller zurückzuführende überflüssige Fahrt; vom Antragsteller beantragte zusätzliche Fahrt; Fahrt für eine Kontrolltätigkeit zur Prüfung der Partien nach Artikel 13 § 1 Absatz 1 Ziffer 5	55,00 EUR	Fahrt
Kontrolltätigkeit zur Prüfung der Partien nach Artikel 13 § 1 Absatz 1 Ziffer 5 mit physischer Kontrolle der Produktion	0,25 EUR	100 kg (oder Teil von 100 kg)
Aufteilung der zertifizierten Pflanzgutpartie (mit Ausnahme Verpackung der kleinen Verpackungen)	10,00 EUR	Ausgestellte Bescheinigung
Von der Dienststelle ausgestellte amtliche Etiketten	1,20 EUR	10 Stück
Annulierte amtliche Etiketten	0,05 EUR	Stück
Vignetten für Kleinpackungen	3,80 EUR	100 Stück

Tabelle 3: Obst- und Weinbausektor

Tätigkeiten im Bereich der Zertifizierung	Vergütung	Einheit
Eintragung und Kontrolle von Vorstufenmaterial, Basismaterial, Mutterpflanzen für Vorstufenmaterial, für Basismaterial, zertifizierten Mutterpflanzen, Anbringen von Etiketten	55,00 EUR	Fahrt
Eintragung und Kontrolle der Produktion von zertifiziertem Pflanzgut	20,00 EUR	ha pro Jahr
Kontrolle der Feldbestände der Produktion von zertifiziertem Pflanzgut	15,00 EUR	Parzelle
Von der Dienststelle ausgefüllte und von der Dienststelle angebrachte amtliche Etiketten	0,80 EUR	10 Stück
Von der Dienststelle ausgefüllte und von dem Versorger angebrachte amtliche Etiketten	0,40 EUR	10 Stück
Von der Dienststelle bereitgestellte amtliche Etiketten	0,20 EUR	10 Stück
Zusätzliche Kontrolle zu Lasten des Antragstellers; auf den Antragsteller zurückzuführende überflüssige Fahrt; vom Antragsteller beantragte zusätzliche Fahrt	55,00 EUR	Fahrt

Tabelle 4: jeder Sektor

Tätigkeiten im Bereich der Kontrolle, ausgenommen Zertifizierung	Vergütung	Einheit
Ausstellung eines amtlichen Schriftstücks, ohne Fahrt	15,00 EUR	Schriftstück
Zusätzliche Kontrolle oder Fahrt zu Lasten des Unternehmens; Gegenprüfung zu Lasten des Antragstellers; auf den Antragsteller zurückzuführende überflüssige Fahrt	55,00 EUR	Fahrt

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Festlegung der Gebühren und Vergütungen, die für die Durchführung der im Zusammenhang mit der Kontrolle der Erzeugung und des Inverkehrbringens des Saat- und Pflanzguts getroffenen Maßnahmen geschuldet werden beigefügt zu werden

Namur, den 19. Oktober 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG 4

Vergütungen, die für die durch das Labor für Saatgutanalyse der Dienststelle durchgeführten Prüfungen geschuldet werden

Tabelle 1: Vergütung je spezifische Saatgutkategorie

	Reinheit (1)	Bestimmung der Anzahl des sonstigen Saatguts und der Sklerotien in dem durch internationale Normen vorgeschriebenen Gewicht (2)	
		Vollständige Prüfung (3)	Auf maximal 4 Bestimmungen begrenzte Prüfung und/oder reduzierte Prüfung
1° Getreide (außer Mais)	12,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR
2° Mais, Leguminosen mit großen Samen (<i>Lupinus</i> spp., <i>Pisum sativum</i> , <i>Vicia faba</i>)	12,00 EUR	20,00 EUR	15,00 EUR
3° Leguminosen mit kleinen Samen (<i>Trifolium</i> spp., <i>Medicago</i> spp., <i>Lotus</i> spp.)	20,00 EUR	58,00 EUR	40,00 EUR
4° Große Süßgräser (<i>Lolium</i> spp., <i>Festuca pratensis</i> , <i>Festuca arundinacea</i>)	20,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR
5° Andere Süßgräser	29,00 EUR	58,00 EUR	40,00 EUR
6° Sonstiges Saatgut: Rüben, Saatgut von Ölpflanzen, von anderen Leguminosen, von Gemüse, von Blumen, forstliches Saatgut,...	15,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR

(1) Handelt es sich um nicht aufbereitetem Saatgut, wird der Tarif verdoppelt

(2) Liegt das Gewicht der zu prüfenden Probe über dem in den internationalen Normen vorgeschriebenen Gewicht, wird der Tarif im Verhältnis zu dem Gewicht der geprüften Probe angewandt

(3) Bei einer vollständigen Prüfung wird die gesamte Arbeitsprobe darauf untersucht, ob jegliches sonstige Saatgut vorhanden ist, mit Ausnahme des Staub ähnelnden Saatgut wie zum Beispiel Sorten vom Typ Orobanche und *Striga*

(4) Bei einer reduzierten Prüfung wird nur ein Teil der Arbeitsprobe geprüft; bei einer begrenzten Prüfung, beschränkt sich die Prüfung auf die Arten, die namentlich in der gesamten Arbeitsprobe angeführt sind

Tabelle 2: Vergütung pro Prüfung für jegliches Saatgut

Suche	
1° Begrenzte Suche des sonstigen Saatguts und der Sklerotien in dem durch internationale Normen vorgeschriebenen Gewicht durch Bestimmung	15,00 EUR
Keimfähigkeit	
2° Keimfähigkeit	24,00 EUR
2° Keimfähigkeit auf weniger als 400 Körnern	17,00 EUR
4° Monogermie als Ergänzung der Keimfähigkeit	12,00 EUR
5° Keimungsenergie als Ergänzung der Keimfähigkeit	5,00 EUR
Saatgutmischungen	
6° Zusammensetzung einer Saatgutmischung mit bis zu vier Bestandteilen	55,00 EUR
7° Zusammensetzung einer Saatgutmischung mit mehr als 4 Bestandteilen zusätzlich zu den genannten 55 Euro, pro Bestandteil	10,00 EUR
8° Zusammensetzung einer Saatgutmischung, Zusatzkosten, wenn die Zusammensetzung nicht angegeben wird	55,00 EUR
9° Keimfähigkeit einer Art, die Teil einer Mischung ist	24,00 EUR
10° Keimfähigkeit einer Art, die Teil einer Mischung ist, auf weniger als 400 Körnern	17,00 EUR
Wassergehalt	
11° Bestimmung durch Ofentrocknung	15,00 EUR
12° Bestimmung durch elektronisches Schnellverfahren	10,00 EUR
13° Bestimmung durch Ofentrocknung als Ergänzung der Bestimmung durch elektronisches Schnellverfahren	5,00 EUR
Gewicht von tausend Körnern	
14° Bestimmung	15,00 EUR
Besondere Vergütungen	

15° Zusammenstellung einer Stichprobe, die ausgehend von einer größeren Probe unterbreitet wurde (1)	5,00 EUR
16° Entfernen der Hülle des umhülltem Saatguts zur Bestimmung der Reinheit oder des sonstigen Saatguts	12,00 EUR
17° Pro internationaler Bericht für die Saatgutanalyse der International Seed Testing Association (Original, Provisorische Fassung oder Duplikat)	3,40 EUR
18° Ergebnis einer Prüfung in einem provisorischen Bericht	6,00 EUR

(1) Der Tarif wird angewandt, falls die vorgelegte Probe das Doppelte des in Artikel 2 Absatz 1 Ziffern 4, 5, 6, 7 und 11 erwähnten Erlassen vorgeschriebenen Gewichts übersteigt

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Festlegung der Gebühren und Vergütungen, die für die Durchführung der im Zusammenhang mit der Kontrolle der Erzeugung und des Inverkehrbringens des Saat- und Pflanzguts getroffenen Maßnahmen geschuldet werden beigefügt zu werden

Namur, den 19. Oktober 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205761]

19 OKTOBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering houdende vaststelling van de rechten en retributies voor de uitvoering van de maatregelen getroffen in verband met de controle van de productie en de afzet van zaaizaden en pootgoed

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.134, eerste lid, 6°, en D.193, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1991 houdende vaststelling van de vergoedingen, verschuldigd voor de keuring van zaaizaad en pootgoed voor land- en tuinbouw, alsmede van de vergoedingen verschuldigd voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de land-, tuin- en bosbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1997 houdende vaststelling van het tarief van de analyses uitgevoerd door de Rijksanalyseslaboratoria;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 1997 tot bepaling van de retributies te betalen in het kader van de erkenning als loontrieerder;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 2008 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 januari 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2017;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten, gegeven op 28 januari 2017, overeenkomstig artikel 5, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 betreffende de Raad van het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 20 april 2017;

Gelet op het rapport van 6 juli 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 61.850/4 van de Raad van State, gegeven op 20 september 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 2° januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de catalogus: de rassencatalogus voor landbouwgewassen of de rassencatalogus voor groentegewassen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen;

2° het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;

3° het OHB-onderzoek: het onderzoek betreffende onderscheidbaarheid, homogeniteit en bestendigheid van een ras;

4° het CGW-onderzoek: het onderzoek betreffende de cultuur- en gebruikswaarde van een ras;

5° de sector landbouw- en groentezaden: de sector betrokken bij de toepassingsgebieden van de besluiten van de Waalse Regering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 4°, 5°, 6°, 7° en 11°;

6° de bosbouwsector : de sector betrokken bij het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°;

7° de fruitteeltsector: de sector betrokken bij het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 10°;

8° de sector plantgoed van groentegewassen: de sector betrokken bij het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 9°;

9° de sector siergewassen: de sector betrokken bij het toepassingsgebied van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°;

10° de sector aardappelpootgoed : de sector betrokken bij het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 12°;

11° de sector wijnstok: de sector betrokken bij het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 3°;

12° de Dienst : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

13° het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 : het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen;

14° het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 : het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt;

15° het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006: het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 betreffende het sorteren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid.

Art. 2. Dit besluit stelt de rechten en retributies vast die betaald moeten worden aan het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten, ingesteld in artikel D.189 van het Wetboek, voor de uitvoering door de Dienst van de maatregelen genomen op basis van:

1° het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen;

2° het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 betreffende de productie en het in de handel brengen van bosbouwkundig teeltmateriaal;

3° het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken;

4° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad;

5° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen;

6° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie;

7° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van groenvoedergrassen;

8° het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006;

9° het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 betreffende de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad;

10° het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009;

11° het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

12° het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014 betreffende de productie en het in de handel brengen van pootaardappelen;

13° het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014.

Dit besluit is van toepassing op de retributies verschuldigd voor de prestaties verricht door de Dienst op verzoek van derden, zonder gebonden te zijn aan verplichtingen vastgesteld bij de in het eerste lid bedoelde besluiten.

HOOFDSTUK II. — *Retributies en rechten verschuldigd voor de inschrijving en het behoud van de rassen in de catalogus*

Art. 3. § 1. De aanvrager van de inschrijving van een ras in de catalogus betaalt :

1° een retributie voor de formaliteiten gebonden aan de neerlegging van de aanvraag tot inschrijving;

2° een retributie voor de deelname aan het OHB-onderzoek;

3° een retributie voor de deelname aan het CGW-onderzoek;

4° een jaarlijkse retributie voor de formaliteiten gebonden aan het behoud van de inschrijving in de catalogus.

§ 2. Om het bedrag van de retributies en rechten te bepalen, worden de gewassoorten in vier klassen ingedeeld:

1° klasse A : maïs en suikerbiet;

2° klasse B : gerst, tarwe, aardappelen, vlas, koolzaad voor oliewinning en niet duurzame grasgewassen;

3° klasse C : duurzame grasgewassen en andere duurzame landbouwsoorten;

4° klasse D: landbouwsoorten die niet in de klassen A, B en C opgenomen zijn en groentesoorten.

De retributies en rechten worden overeenkomstig bijlage 1 vastgesteld.

Art. 4. De retributie verschuldigd voor het neerleggen van de inschrijvingsaanvraag wordt betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde. Het verschuldigde bedrag is het bedrag van kracht op de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag voor de ras voor het lopende jaar die vastgesteld is door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde overeenkomstig artikel 13, § 1, 1°, van het besluit van 24 april 2014. In geval van intrekking van de aanvraag worden de voor de neerlegging van de aanvraag betaalde retributies niet terugbetaald.

Art. 5. § 1. De retributies verschuldigd voor de deelname aan het OHB-onderzoek worden per onderzoeksperiode betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde. Het bedrag van de verschuldigde retributie is het bedrag van kracht op de uiterste datum van ontvangst van het vegetatieve reproductie- of vermenigvuldigingsmateriaal met het oog op het OHB-onderzoek van de betrokken ras, die vastgesteld is door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde overeenkomstig artikel 14, § 2, van het besluit van 24 april 2014. In geval van intrekking van de aanvraag worden de betaalde retributies alleen terugbetaald indien de datum van begin van de onderzoeksperiode voor de betrokken ras niet vervallen is op de datum van intrekking van de aanvraag.

§ 2. Indien voor het OHB-onderzoek een beroep gedaan wordt op een buitenlandse dienst of deskundige, is het verschuldigde bedrag het door die dienst of deskundige gefactureerde bedrag, desgevallend met inbegrip van de bijkomende kosten verschuldigd overeenkomstig de aan de genetisch gemodificeerde soorten opgelegde voorwaarden. De uitgevoerde test inzake variëteitsidentiteit wordt desgevallend beschouwd als deel uitmakend van dat OHB-onderzoek.

In de gevallen omschreven in het eerste lid worden de overeenkomstig de bepalingen van § 1 betaalde retributies beschouwd als voorschotten en wordt de afrekening gemaakt na ontvangst van de factuur van de buitenlandse dienst of deskundige.

Art. 6. De retributies verschuldigd voor de deelname aan het CGW-onderzoek worden voor elke onderzoeksperiode betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde. Het bedrag van de verschuldigde retributie is het bedrag van kracht op de uiterste datum van ontvangst van het vegetatieve reproductie- of vermenigvuldigingsmateriaal met het oog op het CGW-onderzoek van de betrokken ras, die vastgesteld is door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde overeenkomstig artikel 14, § 2, van het besluit van 24 april 2014. In geval van intrekking van de aanvraag worden de betaalde retributies alleen terugbetaald indien de datum van begin van de onderzoeksperiode voor het betrokken soort niet vervallen is op de datum van intrekking van de aanvraag.

Indien verschillende types CGW-onderzoeken voor eenzelfde ras voorgesteld worden, is de retributie per aangevraagd type verschuldigd. Als een aanvullende CGW- proef naast het basisonderzoek wordt gewenst, wordt het bedrag van de retributie voor het CGW-onderzoek vermeerderd met 20 % , aangezien deze aanvullende CGW-proef al dan niet voorzien is in het testprotocol van de betrokken ras.

Als een aanvullende analyse naast de in het testprotocol van het betrokken soort bedoelde basisanalyses wordt gevraagd, is de kostprijs zoals gefactureerd door het laboratorium dat deze analyse heeft uitgevoerd, verschuldigd.

Art. 7. In geval van een genetisch gemodificeerd ras zijn ook, naast de in de artikelen 5 en 6 bedoelde retributies, de voorwaarden en bijdragen vastgesteld in titel V, hoofdstuk 2 van het Wetboek en bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten, van toepassing.

Art. 8. Vanaf 1 januari volgend op het jaar waarin een ras in de catalogus is ingeschreven, is een jaarlijks recht voor het behoud van de inschrijving per periode van twaalf maanden verschuldigd. Het bedrag van het verschuldigde recht is het bedrag van kracht op 1 januari van het betrokken jaar. Dit jaarlijkse recht wordt betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde.

Als het jaarlijkse recht niet binnen vierenveertig dagen na ontvangst de debetnota wordt betaald, wordt de inschrijving van de ras in de rassencatalogus nietig verklaard op 1 januari van het betrokken jaar en wordt de ras niet opgenomen bij de volgende bekendmaking van de rassencatalogus. Artikel 16, § 2, is niet van toepassing.

HOOFDSTUK III. — *Retributies verschuldigd voor de inschrijving van de rassen van de fruitteeltsector in het rassenregister van het teelmateriaal van fruitgewassen*

Art. 9. § 1. De aanvrager betaalt een retributie van 237 euro voor het neerleggen en het onderzoek van de aanvraag tot registratie in het rassenregister van een fruitras met een officiële beschrijving, overeenkomstig artikel 8, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009. De retributie verschuldigd voor het neerleggen van de registratie-aanvraag wordt betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde. Het verschuldigde bedrag is het bedrag van kracht op de datum van ontvangst van de aanvraag. In geval van intrekking van de aanvraag wordt de retributie die voor de indiening van de aanvraag is betaald, niet terugbetaald.

Indien de te registreren ras ingeschreven is bij het Communautair Bureau voor plantenrassen (CPVO), wordt het bedrag van de in het eerste lid bedoelde retributie teruggebracht tot 50 euro.

§ 2. De retributie verschuldigd voor de veldproeven vereist voor de registratie van de ras is het bedrag gefactureerd door de instelling die de proeven uitvoert. De retributie verschuldigd voor de veldproeven wordt betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde. Er worden geen aanvullende kosten vereist voor het behoud of de verlenging van de registratie van de ras in het rassenregister.

Art. 10. De aanvrager betaalt een retributie van 50 euro voor het neerleggen en het onderzoek van de aanvraag tot registratie in het rassenregister van een fruitras met een officiële beschrijving, overeenkomstig artikel 8, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009. De retributie verschuldigd voor het neerleggen van de registratie-aanvraag wordt betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde. Het verschuldigde bedrag is het bedrag van kracht op de datum van ontvangst van de aanvraag. In geval van intrekking van de aanvraag wordt de retributie die voor de indiening van de aanvraag is betaald, niet terugbetaald. Er is geen retributie verschuldigd voor de registratie van een fruitras met een officiële beschrijving indien deze ras vóór 1 januari 2017 in de handel wordt gebracht. Er worden geen aanvullende kosten vereist voor het behoud of de verlenging van de registratie van de ras in het rassenregister.

HOOFDSTUK IV. — *Retributies en rechten voor de controle op de kwaliteit van zaaizaden en pootgoed*

Art. 11. § 1. De operator van wie de registratie vereist wordt bij de in artikel 2 bedoelde besluiten moet voor de in bijlage 2 bedoelde activiteiten een jaarlijkse retributie betalen zolang de uitoefende activiteiten een registratie vereisen. De operator van wie de erkenning vereist wordt bij de in artikel 2 bedoelde besluiten moet voor de in bijlage 2 bedoelde activiteiten een jaarlijkse retributie betalen zolang zijn activiteiten een erkenning vereisen. Wanneer een operator een retributie voor een erkenning in een sector betaalt, betaalt hij geen enkele retributie voor een registratie in dezelfde sector. Er is geen enkele retributie verschuldigd voor de aan een registratie onderworpen activiteiten die niet vermeld worden in bijlage 2.

De bedragen van de in het eerste lid bedoelde retributies worden per sector in bijlage 2 vastgesteld. De retributie dekt de activiteiten die tijdens één jaar van 1 juli tot 30 juni worden uitgeoefend. Het totale bedrag van de retributies verschuldigd voor de registraties van een operator wordt op 135 euro beperkt. Het totale bedrag van de retributies verschuldigd voor de erkenningen van een operator wordt op 525 euro beperkt.

De voor een erkenning betaalde retributie vormt een bijdrage in de administratieve kosten en in de controlekosten gebonden aan de toekenning van de erkenning en de verlenging ervan. De retributie betaald voor de erkenning van een laboratorium voor de analyse van zaden omvat de bijdrage in de auditkosten van dit laboratorium. De voor de registratie betaalde retributie vormt een bijdrage in de administratieve kosten gebonden aan de registratie en de controlekosten van de uitoefende activiteiten, overeenkomstig de in artikel 2 bedoelde besluiten.

§ 2. De in § 1 vermelde retributie is niet verschuldigd voor de registratie van een persoon die de activiteit uitoefent van leverancier van:

1° teeltmateriaal van fruitgewassen dat hij alleen aan niet-professionele eindverbruikers verkoopt of levert;

2° teeltmateriaal van siergewassen dat hij alleen aan personen verkoopt of levert, die zich niet beroepshalve bezighouden met de productie of verkoop van siergewassen of teeltmateriaal.

3° van plantgoed van groentegewassen, die zijn activiteit beperkt tot enkel distributie van niet op zijn eigen bedrijf geproduceerd en verpakt teeltmateriaal van plantgoed van groentegewassen of tot het leveren van kleine hoeveelheden teeltmateriaal van plantgoed van groentegewassen aan niet-professionele eindverbruikers.

Art. 12. § 1. De retributie verschuldigd voor de bijdrage in de opleidingskosten van een keurmeester of van een monsternemer met het oog op zijn erkenning, overeenkomstig de in artikel 2 bedoelde besluiten, wordt in bijlage 2 vastgesteld.

De betaling van de in het eerste lid bedoelde retributie maakt de inschrijving voor de opleiding geldig. De retributie omvat de kosten van de inschrijving voor de examens en wordt niet terugbetaald indien de opleiding niet tot het einde daarvan wordt voortgezet of indien de examens niet worden afgelegd. Wanneer de erkenning verworven wordt, dekt de retributie betaald voor de bijdrage in de opleidingskosten alle toekomstige opleidingen en bijscholingen zolang de keurmeester of de monsternemer zijn erkenning behoudt. De retributie wordt verschuldigd door de keurmeester of de monsternemer die zijn erkenning heeft verloren en die zich inschrijft voor een nieuwe opleiding om bedoelde erkenning opnieuw te verkrijgen.

De in het eerste lid bedoelde retributie wordt niet verschuldigd door de keurmeester of monsternemer erkend op de datum van inwerking van dit besluit. De inschrijving voor een opleiding met het oog op de uitbreiding van de omvang van een erkenning vereist de betaling van de in het eerste lid bedoelde retributie.

§ 2. De retributie verschuldigd voor de inschrijving van een keurmeester of van een monsternemer voor de examens met het oog op zijn erkenning, overeenkomstig de in artikel 2 bedoelde besluiten, wordt in bijlage 2 vastgesteld.

De betaling van de in het eerste lid bedoelde retributie valideert de inschrijving voor de examens en wordt niet terugbetaald indien de examens niet worden afgelegd. De retributie dekt de inschrijving voor één enkele examensessie.

§ 3. De retributie verschuldigd voor de bijdrage in de opleidingskosten voor de kwalificatie van een analist of hoofdanalist in het kader van de erkenning van het laboratorium dat hem in dienst neemt, overeenkomstig de in artikel 1 bedoelde besluiten, wordt in bijlage 2 vastgesteld.

De betaling van de in het eerste lid bedoelde retributie valideert de inschrijving voor de opleiding. De retributie omvat de kosten van de inschrijving voor de examens en wordt niet terugbetaald indien de opleiding niet tot het einde daarvan wordt voortgezet of indien de examens niet worden afgelegd. Wanneer de kwalificatie verworven wordt, dekt de retributie betaald voor de bijdrage in de opleidingskosten alle toekomstige opleidingen en bijscholingen zolang de analist zijn kwalificatie behoudt. De retributie wordt verschuldigd door de analist die zijn kwalificatie heeft verloren en die zich inschrijft voor een nieuwe opleiding om bedoelde kwalificatie opnieuw te verkrijgen.

De in het eerste lid bedoelde retributie wordt niet verschuldigd door de analist gekwalificeerd op de datum van inwerking van dit besluit. De inschrijving voor een opleiding met het oog op de uitbreiding van de omvang van een kwalificatie vereist de betaling van de in het eerste lid bedoelde retributie.

§ 4. De retributie verschuldigd voor de inschrijving van een analist of van een hoofdanalist voor de examens met het oog op zijn kwalificatie, overeenkomstig de in artikel 2 bedoelde besluiten, wordt vastgesteld in bijlage 2.

De betaling van de in het eerste lid bedoelde retributie valideert de inschrijving voor de examens en wordt niet terugbetaald indien de examens niet worden afgelegd. De retributie dekt de inschrijving voor één enkele examensessie.

Art. 13. § 1. Voor de bijdrage in de kosten gebonden aan de verrichtingen voor de certificering van zaaizaden en pootgoed, bepaald in de in artikel 2 bedoelde besluiten, betaalt de aanvrager een retributie voor:

- 1° de inschrijving ter keuring van teelten van zaaizaden en pootgoed;
- 2° de controle van teelten van zaaizaden en pootgoed;
- 3° de monsterneming op akkerland of op de partijen;
- 4° de analyses uitgevoerd door het laboratorium van de Dienst;
- 5° de voorziene verplichte handelingen op de partijen;
- 6° de etiketten, de officiële certificeringsetiketten, de attesten en andere documenten afgegeven door de Dienst;
- 7° de tegenkeuringen wanneer ze ten laste zijn van de aanvrager;
- 8° de bijkomende controles waarom de aanvrager van de certificering verzoekt;
- 9° de overbodige verplaatsingen die te wijten zijn aan de aanvrager.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde verplichte interventies op de partijen dekken de activiteiten betreffende de certificering, hercertificering, herbewerking, samenstelling, menging, samenstelling van mengsels, splitsing, ontleding uitgevoerd op een partij van zaaizaden of pootgoed.

In afwijking van het eerste lid is geen enkele retributie verschuldigd voor het basiscertificaat afgegeven overeenkomstig artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 betreffende de productie en het in de handel brengen van bosbouwkundig teeltmateriaal.

§ 2. Voor de controles van zaaizaden en pootgoed waarvan de afzet niet onderworpen is aan een certificering betaalt de erkende of geregistreerde operator een retributie voor :

- 1° de verplichte interventies bedoeld in de in artikel 2 bedoelde besluiten;
- 2° de documenten of etiketten afgeleverd door de Dienst;
- 3° de bijkomende controles en verplaatsingen, op verzoek van de betrokken operator;
- 4° de analyses uitgevoerd door het laboratorium van de Dienst.

§ 3. De bedragen van de retributies bepaald in § 1, eerste lid, 1° tot 3°, 5°, 9°, en in § 2, 1° tot 3°, worden in bijlage 3 vastgesteld.

De bedragen van de retributies voor de analyses bedoeld in § 1, eerste lid, 4°, en in § 2, 4°, worden per soort analyse in bijlage 4 vastgesteld. De in bijlage 4 vermelde bedragen zijn ook van toepassing voor de analyses uitgevoerd op verzoek van een operator en voor de tegenkeuringsanalyses ten laste van de aanvrager. Een tegenkeuring is ten laste van de aanvrager wanneer haar resultaat het resultaat van de oorspronkelijke analyse bevestigt. De prijs van een analyse die niet vermeld wordt in bijlage 4, wordt vastgesteld door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde op gemotiveerd voorstel van de verantwoordelijke voor het laboratorium van de Dienst. De prijs wordt met redenen omkleed naar gelang van de gelijkenis van de analyse met één van de analyses vermeld in bijlage 4, waarbij rekening gehouden wordt met de werklast. Voor de analyses die als dringend worden aangevraagd, wordt het bedrag van de retributie, vermeld in bijlage 4, met 50 % verhoogd als de proeven worden aangevat binnen vijf werkdagen na de ontvangst van het monster.

Voor elke analyse uitgevoerd door een ander laboratorium van de Dienst is het tarief van dit andere laboratorium van toepassing behalve overeenkomst tussen de Dienst en het betrokken laboratorium. Het tarief van dit andere laboratorium is van toepassing voor de tegenkeuring ten laste van de aanvrager. Het laboratorium dat de analyse uitvoert, zorgt voor de facturering van de analyses. In geval van overeenkomst tussen het laboratorium en de Dienst zijn de in de overeenkomst vastgestelde tarieven en betalingsmodaliteiten van toepassing.

§ 4. De op verzoek van één persoon uitgevoerde prestaties die vallen onder de technische bevoegdheden van de Dienst zonder gebonden te zijn aan certificerings- of controleverrichtingen vereist bij de in artikel 2 bedoelde besluiten en die niet vermeld worden in bijlage 3, worden onderworpen aan het algemene tarief van 25 euro per begonnen halfuur. Voor de prestaties uitgevoerd op een zaterdag, zondag of een verlofdag bedraagt het tarief 50 euro per begonnen halfuur.

Art. 14. Er is geen enkele retributie verschuldigd door de inschrijvingsnemer voor een veldkeuring uitgevoerd door een officieel erkende inspecteur die door hem in dienst wordt genomen onder de delegatievoorwaarden bepaald in de in artikel 2 bedoelde besluiten. Er is geen enkele retributie verschuldigd door de inschrijvingsnemer voor een monsterneming uitgevoerd door een officieel erkende inspecteur die door hem in dienst wordt genomen onder de delegatievoorwaarden bepaald in de in artikel 2 bedoelde besluiten. Er is geen enkele retributie verschuldigd voor een monsterneming uitgevoerd door een automatisch monsternemingsapparaat. De verkleining door de Dienst van een monster genomen door een automatisch monsternemingsapparaat wordt onderworpen aan een retributie waarvan het bedrag in bijlage 3 wordt vastgesteld.

De officieel erkende inspecteur die door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde wordt gemandateerd, wordt bezoldigd tegen het bedrag van de retributie vastgesteld voor de controle van de teelt. De officieel erkende inspecteur die door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde wordt gemandateerd, wordt bezoldigd tegen het bedrag van de retributie vastgesteld voor de monsterneming.

HOOFDSTUK V. — *Retributies verschuldigd door de loontrieerders*

Art. 15. De retributie verschuldigd voor de aanvraag of de verlenging van de erkenning als loontrieerder overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 wordt op 145 euro per vaste of verplaatsbare installatie vastgesteld. Deze retributie is ten laste van de persoon die om de erkenning verzoekt, en dekt de bijdrage van de loontrieerder in de controlekosten, met uitzondering van de kosten van de bijkomende controles die het gevolg zijn van de vaststelling van de niet-naleving van de aanvraag voor een corrigerende actie.

De retributie is verschuldigd bij de indiening van de erkenningsaanvraag. De jaarlijkse retributie verschuldigd voor de verlenging van de erkenning van een installatie wordt betaald op grond van een debetnota gericht door de directeur van de Dienst of diens afgevaardigde. Indien de betaling van de retributie niet uitgevoerd wordt binnen vijfenveertig na ontvangst van de debetnota, wordt de erkenning van de installatie niet verlengd. Artikel 16, § 2, is niet van toepassing. Indien de erkenningsaanvraag of de aanvraag tot verlenging van de erkenning geweigerd wordt, wordt de retributie aan de aanvrager teruggegeven uiterlijk binnen één maand na de kennisgeving van de weigering met uitzondering van een vaste retributie van 70 euro voor de dossierkosten.

Het tarief van 25 euro per begonnen halfuur controle ter plaatse, zoals bepaald in artikel 6, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006, wordt voor de kosten van de bijkomende controles die het gevolg zijn van de vaststelling van de niet-naleving van de aanvraag voor een corrigerende actie, geïndexeerd volgens de modaliteiten van dit besluit. Een aanvullende retributie van 55 euro is verschuldigd voor elke verplaatsing vereist voor de kosten van de bijkomende controles die het gevolg zijn van de vaststelling van de niet-naleving van de aanvraag voor een corrigerende actie.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 16. § 1. De krachtens dit besluit verschuldigde retributies en rechten maken het voorwerp uit van een gedetailleerde debetnota. De retributies en rechten worden gestort op de rekening van het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten.

§ 2. De overeenkomstig dit artikel verschuldigde retributies en rechten worden binnen dertig dagen na verzending van de debetnota per gewone post betaald, behalve als een andere termijn op de debetnota vermeld wordt. Indien de debetnota niet op de vervaldatum betaald wordt, wordt een eerste aanmaning per gewone post met een verhoging van het verschuldigde bedrag met 10 euro toegestuurd.

Indien het verschuldigde verhoogde bedrag niet betaald wordt binnen vijfenveertig dagen na de eerste aanmaning, wordt een tweede aanmaning met ingebrekestelling toegestuurd door elk middel dat als verzendingsbewijs geldt in de zin van artikel D.15 van het Wetboek. De zending van de tweede aanmaning heeft een verhoging van 10 percent van het verschuldigde verhoogde bedrag automatisch als gevolg. Indien het verschuldigde verhoogde bedrag vermeerderd met 10 % kleiner is dan 100 euro wordt het verschuldigde bedrag in geval van tweede aanmaning op 100 euro vastgesteld.

Art. 17. De bedragen van de retributies en rechten worden stapsgewijs met vijf percent verhoogd op 1 juli van het kalenderjaar volgend op het kalenderjaar in de loop waarvan het indexcijfer der consumptieprijzen van één van de maanden toeneemt met 5 % of met een veelvoud van 5 % t.o.v. de basisindex.

Voor de rechten en retributies bepaald in de hoofdstukken 2 en 3 is de basisindex het indexcijfer der consumptieprijzen van januari 2017. Voor de rechten en retributies bepaald in de hoofdstukken 4 en 5 is de basisindex het indexcijfer der consumptieprijzen van juli 2017. Het nieuwe tarief maakt het voorwerp uit van een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 18. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 25 oktober 1991 houdende vaststelling van de vergoedingen, verschuldigd voor de keuring van zaaizaad en pootgoed voor land- en tuinbouw, alsmede van de vergoedingen verschuldigd voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de land-, tuin- en bosbouw, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 september 2001;

2° het koninklijk besluit van 23 september 1997 houdende vaststelling van het tarief van de analyses uitgevoerd door de Rijksanalyseslaboratoria, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

3° het koninklijk besluit van 17 december 1997 tot bepaling van de retributies te betalen in het kader van de erkenning als loontrieerder, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

4° het koninklijk besluit van 28 februari 2008 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018, met uitzondering van de retributies verschuldigd voor de analyses uitgevoerd door een laboratorium voor zaadcontrole van de Dienst, waarvoor het vóór 1 januari 2018 vigerende tarief van toepassing is tot 30 juni 2018. Tot 30 juni 2018 wordt elke verrichting gebonden aan de certificering van vٕóór 1 januari 2018 geogoste zaaizaden of pootgoed uitgevoerd tegen het vóór 1 januari 2018 vigerende tarief.

Art. 20. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 oktober 2017.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 1

Retributies en rechten verschuldigd voor de inschrijving en het behoud van landbouw- en groentenrassen in de catalogussen

Te innen bedragen per ras	Klassen				
	A		B	C	D
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<i>Retributie</i>					
1°. Voor de neerlegging van de aanvraag	237				
2°. Onderzoek naar onderscheidbaarheid, homogeniteit en bestendigheid per onderzoeksperiode	710				
	Suikerbieten	Mais			
3°. Onderzoek naar de cultuur- en gebruikswaarde:					
a) 1ste en 2de onderzoeksperiode per onderzoeksperiode	1540	1660	1185	1185	830
a) 3de en 4de onderzoeksperiode per onderzoeksperiode	1540	1660	1185	710	830

<i>Jaarlijks recht: Voor het behoud van de inschrijving</i>			
a) Eerste jaar	118	118	118
b) Tweede jaar	237	237	189
c) Derde jaar	356	356	237
d) Vierde jaar en volgende jaren	474	356	237

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 houdende vaststelling van de rechten en retributies voor de uitvoering van de maatregelen getroffen in verband met de controle van de productie en de afzet van zaazaden en pootgoed.

Namen, 19 oktober 2017.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 2

Rechten en retributies verschuldigd voor de erkenning, de registratie en de kwalificatie van de operatoren betrokken bij de controle van de productie en de afzet van zaazaden en pootgoed

Tabel 1: Jaarlijkse rechten verschuldigd per sector voor de uitoefening van activiteiten onderworpen aan de erkenning van de operator

<i>Sector landbouwzaazaden en groentenzaden</i>	
Handelaar-bereider	375,00 EUR
Bereider van mengsels	75,00 EUR
Verdeler in kleine verpakkingen	75,00 EUR
Repelaar-stockeerder van zaaizaad van vezelvlas	115,00 EUR
Laboratorium voor de analyse van zaazaden	150,00 EUR
Verantwoordelijke voor de productie van standaardzaden van groentegewassen	75,00 EUR
<i>Sector aardappelpootgoed</i>	
Bereiders van pootgoed	75,00 EUR
Verdeler in kleine verpakkingen	75,00 EUR

Tabel 2: Jaarlijkse rechten verschuldigd per sector voor de uitoefening van activiteiten onderworpen aan de registratie van de operator

Sector landbouw-en groentenzaden	
<Inschrijvingsnemer	75,00 EUR
Fruitteeltsector	
Leverancier gecertificeerd teeltmateriaal of gecertificeerde planten	135,00 EUR
Leverancier gecertificeerd teeltmateriaal of CAC-planten (<i>Conformitas Agraria Communitatis</i>)	65,00 EUR
Sector siergewassen, plantgoed van groentegewassen	
Leverancier	65,00 EUR
Bosbouwsector	
<Producent	135,00 EUR
Leverancier	75,00 EUR
Sector wijnstok	
Producent	135,00 EUR

Tabel 3: Retributies verschuldigd voor de opleiding met het oog op een erkenning of een kwalificatie per erkennings- of kwalificatiegebied

:Officieel erkende keurder	150,00 EUR
:Officieel erkende monsternemer	150,00 EUR
Gekwalificeerd analist of gekwalificeerd hoofdanalist	150,00 EUR
Inschrijving voor de erkennings- of kwalificatie-examens	50,00 EUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 houdende vaststelling van de rechten en retributies voor de uitvoering van de maatregelen getroffen in verband met de controle van de productie en de afzet van zaai- en pootgoed.

Namen, 19 oktober 2017.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 3

Retributies verschuldigd voor de activiteiten gebonden aan de certificering en de controle van zaaizaden en pootgoed

Tabel 1: Sector landbouw- en groentenzaden

Activiteiten gebonden aan de certificering	Retributie	Eenheid
Inschrijving van de teelten- normaal	19,00 EUR	perceel
Inschrijving van de teelten- laattijdig	23,00 EUR	perceel
Controle op akkerland	2,00 EUR	0,1 ha (of gedeelte van 0,1 ha)
Tegenkeuring controle op akkerland wanneer ze ten laste zijn van de aanvrager;	2,00 EUR	0,1 ha (of gedeelte van 0,1 ha)
Bijkomende controle ten laste van de aanvrager; onnuttige verplaatsing die te wijten is aan de aanvrager; verplaatsing op verzoek van de aanvrager; vereiste verplaatsing voor een controle-activiteit op een partij bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 5°.	55,00 EUR	verplaatsing
Controle-activiteit op een partij bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 5	5,00 EUR	gecontroleerde partij
Bemonstering	15,00 EUR	Bemonsterde partij
Samenstelling van een getest monster vanaf een groter monster	5,00 EUR	Gereduceerd monster
Niet-ingevuld bemonsteringsverslag afgegeven door de Dienst	4,70 EUR	Boekje met 25 exemplaren
Officiële etiketten afgegeven door de Dienst/ ingevuld door de Dienst (zaaizaden)	2,00 EUR	10 stukken
Officiële etiketten afgegeven door de Dienst/ ingevuld door de operator (zaaizaden)	1,60 EUR	10 stukken
Hermetische zelfklevende etiketten afgegeven door de Dienst	5,40 EUR	100 stukken
Tape voor loodverzegeling afgegeven door de Dienst	1,20 EUR	10 meter
Vignetten voor kleine verpakkingen	3,80 EUR	100 stukken

Tabel 2 : sector aardappelpootgoed

Activiteiten gebonden aan de certificering	Retributie	EENHEID
Inschrijving van de teelten- normaal	19,00 EUR	perceel
Inschrijving van de teelten- laattijdig	23,00 EUR	perceel
Controle op akkerland	1,50 EUR	0,1 ha (of gedeelte van 0,1 ha)
Tegenkeuring controle op akkerland wanneer ze ten laste is van de aanvrager;	55,00 EUR	perceel
Bemonstering van knollen op het veld	10,00 EUR	perceel
Bijkomende controle ten laste van de aanvrager; onnuttige verplaatsing die te wijten is aan de aanvrager; verplaatsing op verzoek van de aanvrager; vereiste verplaatsing voor een controle-activiteit op een partij bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 5°.	55,00 EUR	verplaatsing
< }85{> Controle-activiteit op een partij bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 5° met fysieke controle van de productie	0,25 EUR	100 kg (of gedeelte van 100 kg)
Splitsing van een gecertificeerde partij (met uitzondering van kleine verpakkingen)	10,00 EUR	afgeleverd certificaat
Officiële etiketten afgegeven door de Dienst	1,20 EUR	10 stukken
Nietig verklaarde officiële etiketten	0,05 EUR	stuk
Vignetten voor kleine verpakkingen	3,80 EUR	100 stukken

Tabel 3 : fruitteeltsector en wijnstoksector

Activiteiten gebonden aan de certificering	Retributie	Eenheid
Inschrijving en controle van het prebasis- en basismateriaal, van de prebasis- en basismoederplanten, van de gecertificeerde moederplanten, het aanbrengen van etiketten	55,00 EUR	verplaatsing
Inschrijving voor de controle van de productie van gecertificeerd pootgoed	20,00 EUR	ha per jaar

Activiteiten gebonden aan de certificering	Retributie	Eenheid
Controle op akkerland van de productie van gecertificeerd pootgoed	15,00 EUR	perceel
Officiële etiketten afgegeven door de Dienst en aangebracht door de Dienst	0,80 EUR	10 stukken
Officiële etiketten afgegeven door de Dienst en aangebracht door de leverancier	0,40 EUR	10 stukken
Officiële etiketten afgegeven door de Dienst	0,20 EUR	10 stukken
Bijkomende controle ten laste van de aanvrager; onnuttige verplaatsing die te wijten is aan de aanvrager; verplaatsing op verzoek van de aanvrager	55,00 EUR	verplaatsing

Tabel 4 : alle sectoren

Activiteiten gebonden aan de controleverrichtingen, behalve certificering	Retributie	Eenheid
Afgifte van een officieel document, zonder verplaatsing	15,00 EUR	document
Bijkomende controle of verplaatsing op verzoek van de operator; tegenkeuring ten laste van de aanvrager, onnuttige verplaatsing die te wijten is aan de operator	55,00 EUR	verplaatsing

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 houdende vaststelling van de rechten en retributies voor de uitvoering van de maatregelen getroffen in verband met de controle van de productie en de afzet van zaaizaden en pootgoed.

Namen, 19 oktober 2017.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 4

Retributies verschuldigd voor de analyses uitgevoerd door het laboratorium voor de analyse van zaaizaden van de Dienst

Tabel 1: Retributie per specifieke groep van zaaizaden

	Zuiverheid (1)	Bepaling van het aantal van de andere zaaizaden en sclerotien in het gewicht voorgeschreven door de internationale normen (2)	
		Volledige proef (3)	Proef beperkt tot max. 4 Bepalingen en/of beperkte proef (4)
1° Graangewassen (maïs uitgezonderd)	12,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR
2° Maïs, peulgewassen met grote zaadkorrels (<i>Lupinus</i> spp., <i>Pisum sativum</i> , <i>Vicia faba</i>)	12,00 EUR	20,00 EUR	15,00 EUR
3° Kleinzadige peulgewassen (<i>Trifolium</i> spp., <i>Medicago</i> spp., <i>Lotus</i> spp.)	20,00 EUR	58,00 EUR	40,00 EUR
4° Groot zoetgras (<i>Lolium</i> spp., <i>Festuca pratensis</i> , <i>Festuca arundinacea</i>)	20,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR
5° Andere soorten zoetgras	29,00 EUR	58,00 EUR	40,00 EUR
6° Ander zaad: Suikerbiet, oliehoudende zaaizaden, andere peulgewassen, zaaizaden van groentegewassen, bloedzaden, boszaden,...	15,00 EUR	40,00 EUR	28,00 EUR

(1) Het tarief wordt verdubbeld voor de bruto-zaaizaden (niet-gesorteerd)

(2) Indien het gewicht van het te analyseren monster hoger is dan het gewicht voorgeschreven door de internationale normen staat het toegepaste tarief in verhouding tot het gewicht van het geanalyseerde monster

(3) Voor een volledige proef wordt het volledige werkmonster onderzocht voor het zoeken naar alle andere aanwezige zaaizaden met uitzondering van de zaaizaden die lijken op stof, zoals de rassen Orobranche en Striga.

(4) Voor een beperkte proef wordt alleen een deel van het werkmonster geanalyseerd; voor een beperkte proef wordt het onderzoek beperkt tot soorten die met name genoemd worden in het volledige werkmonster

Tabel 2 : Retributie per analyse voor alle zaaizaden

Onderzoek	
1° Beperkt onderzoek van de andere soorten planten en sclerotiën, in het gewicht voorgeschreven door de internationale normen, via vaststelling	15,00 EUR
Kiëming	
2° Kiëming	24,00 EUR
3° Kiëming op minder dan 400 korrels	17,00 EUR
4° Eenkiëmigheid naast de kiëming	12,00 EUR
5° Kiemkrachtige energie naast de kiëming	5,00 EUR
Mengsels van zaaizaden	
6° Samenstelling van een mengsel van zaaizaden tot 4 bestanddelen	55,00 EUR
7° Samenstelling van een mengsel van zaaizaden van meer dan 4 bestanddelen, boven de 55 euro, per bestanddeel	10,00 EUR
8° Samenstelling van een mengsel van zaaizaden, supplement indien de samenstelling niet aangeduid wordt	55,00 EUR
9° Kiëming van een soort dat bestanddeel is van een mengsel	24,00 EUR
10° Kiëming van een soort dat bestanddeel is van een mengsel op minder dan 400 korrels	17,00 EUR
Watergehalte	
11° Bepaling via drogen in de oven	15,00 EUR
12° Bepaling via elektronische snelmethode	10,00 EUR
13° Bepaling via drogen in de oven ter aanvulling van een bepaling via spoedige elektronische methode	5,00 EUR
Duizendkorrelgewicht	
14° Bepaling	15,00 EUR
Bijzondere retributies	
15° Samenstelling van een getest monster vanaf een groter monster (1)	5,00 EUR
16° Onthulling van ingehulde zaden met het oog op een zuiverheidsbepaling of van de andere zaden	12,00 EUR
17° Met een origineel, voorlopig internationaal analyseverslag voor zaden van de "International Seed Testing Association" of een afschrift ervan	3,40 EUR
18° Resultaat van een analyse op een voorlopig verslag	6,00 EUR

(1) Het tarief wordt toegepast wanneer het getest monster hoger is dan het dubbele van het gewicht voorgeschreven door de besluiten van de Waalse Regering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1, 4°, 5°, 6°, 7° en 11°.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 houdende vaststelling van de rechten en retributies voor de uitvoering van de maatregelen getroffen in verband met de controle van de productie en de afzet van zaaizaden en pootgoed.

Namen, 19 oktober 2017.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN